

CHAPTER THREE: 1967-1977

A fine example of regional cooperation in the Pacific Way



Un bon exemple de coopération régionale à l'Océanienne

CHAPITRE TROIS : 1967-1977





'A fine example to the rest of the world of regional cooperation in the Pacific Way'

Sir Albert Henry, Premier, Cook Islands

In its third decade, SPC came of age. Its island members took real control of the work programme of the organisation, deciding what projects would be undertaken and how they would be funded. While the international economic situation of the 1970s, with high inflation and currency fluctuations, put some dents in the budget and led to some staff retrenchments, SPC continued to do useful work for its constituents.

'Un bon exemple, pour le reste du monde, de coopération régionale à l'Océanienne'

Sir Albert Henry, Premier Ministre, Îles Cook

En fêtant son trentième anniversaire, la CPS atteignait la maturité. Ses membres insulaires avaient la maîtrise du programme de travail de l'Organisation et décidaient des projets à entreprendre et de leur mode de financement. Malgré la situation économique mondiale qui prévalait dans les années 70, marquée par un taux d'inflation élevé et de fortes fluctuations monétaires qui écornèrent le budget et entraînaient des compressions d'effectifs, la CPS poursuivit son travail au service de ses membres.



Changes in SPC structure

In April 1967 a survey was done of SPC's structure and organisation. It recommended the establishment of a Programme Research and Evaluation Council made up of the three executive directors and the Secretary-General, which would be responsible for identifying potential projects and assessing their value to member countries and territories, putting together one coordinated work programme in order of priority, evaluating continuing projects, supervising staff and proposing ad hoc research committees.

This structural change was approved in October 1967 by the 7th Conference. New arrangements were also made so that Conference would have the power to decide SPC's annual work programme;

these arrangements were formally recorded in 1968 at the 8th Conference. As former Secretary-General Tom Smith said in his history of SPC, 'Without any formal change in the Canberra Agreement, the Pacific islanders came of age and won the right to decide the work which the Commission should do.' Ratu Mara commented that, 'By giving more sense of involvement, [the new arrangements] made the Commission's operations more acceptable to island territories.'

SPC Secretary-General Sir Gawain Bell (centre) discusses the UN/SPC Rhinoceros Beetle Project with the Project Manager, A. Catley (left) and the Insect Nematologist, Dr G.O. Poinar Jr.

Sir Gawain Bell (au centre), Secrétaire général de la CPS, discute du projet UNO /CPS de lutte contre le rhinocéros du cocotier avec A. Catley, directeur du projet (à g.) et G.O. Poinar Jr., biologiste nématologiste.



SIR GAWAIN BELL, KCMG, CBE, MBE (UNITED KINGDOM) SPC Secretary-General from 1 January 1967 to 11 December 1969

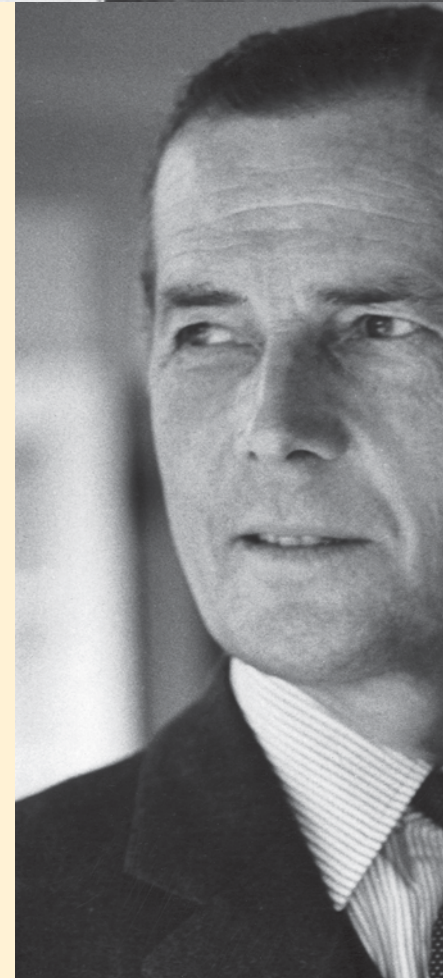
Gawain Westray Bell, SPC's sixth Secretary-General, was born in Cape Town, South Africa, on 21 January 1909. He was educated at Winchester College and Oxford University, completing the Colonial Service Course at Oxford in 1931; he graduated also in Arabic. He began his diplomatic career in 1932 in Sudan, where he worked for over 20 years and rose to become the last British Civil Secretary before independence in 1955. During World War II he served with the British Army; he was awarded a Military MBE in 1942 and the Jordanian Order of Independence in 1944. He was knighted in 1957. From 1956 to 1958 he was Political Agent in Kuwait during the Suez crisis. He was then chosen to be Governor of Northern Nigeria, a post he held until 1962. Once again he was the last British occupant in the position, with Nigeria gaining independence in 1960. He spent the next few years on various temporary assignments in the Middle East for the British Government. In 1966 he visited Gilbert and Ellice Islands (later Kiribati and Tuvalu) as Constitutional Adviser, nominated by the Secretary of State for the Colonies.

Sir Gawain arrived in Noumea in early January 1967 with his wife, Silvia, and two daughters. He was Secretary-General during a period of change in the Pacific, with several countries

either gaining independence or working towards it during his term. As with his positions in Africa, he was the last British person to hold the office of Secretary-General.

After retiring to Gloucestershire with his wife, he continued to lead a busy life. As a Knight of St John he visited several Arab countries to raise money for the order's ophthalmic hospital in Jerusalem. He served as chairman of selection boards for the British civil service and was a member of the governing body of the School of Oriental and African Studies. He wrote two volumes of memoirs, *Shadows on the Sand* (published in 1983) and *An Imperial Twilight* (1989).

Sir Gawain Bell died on 26 July 1995. His obituary in *The Independent* noted: 'Whether in Africa, the Middle East or the Pacific, Gawain Bell's working career was largely spent on the difficult business of the transfer of power. For this task he was eminently suited. He was intelligent and cultured and he both wrote and spoke clearly and succinctly. The impression given was of ease of production, with no hint of the careful preparation which had gone beforehand. He was a modest man, with great charm of manner and a lively sense of humour, always cool and calm and courteous.'





Restructuration de l'Organisation

En avril 1967, la structure et l'organisation de la CPS firent l'objet d'une étude. Il fut recommandé de mettre en place un Conseil de recherche et d'évaluation des programmes, composé des trois directeurs exécutifs et du Secrétaire général. Cet organe serait chargé d'identifier les projets potentiels et d'évaluer leur intérêt pour les États et Territoires membres, d'établir un programme de travail, bien coordonné en fonction des actions prioritaires, d'évaluer la nécessité de poursuivre les projets, de gérer le personnel et de proposer la formation de commissions de recherche *ad hoc*.

La septième Conférence approuva cette refonte structurelle en octobre 1967. De nouvelles dispositions furent également prises pour que

la Conférence soit habilitée à déterminer le programme de travail annuel de la CPS ; ces modalités furent officiellement approuvées par la huitième Conférence, tenue en 1968. En tant qu'ancien Secrétaire général, Tom Smith observa, dans son ouvrage sur l'histoire de la CPS, que "sans avoir à apporter un quelconque amendement à la Convention de Canberra, les Océaniens s'étaient émancipés et avaient désormais le droit de décider du travail que la Commission devait accomplir." "En impliquant davantage les Territoires insulaires," ajoutait Ratu Mara, "ces nouvelles dispositions rendaient les activités de la Commission plus acceptables aux yeux des Océaniens."



SIR GAWAIN BELL, KCMG, CBE, MBE (ROYAUME-UNI)
Secrétaire général de la CPS du 1er janvier 1967 au 11 décembre 1969

Gawain Westray Bell, sixième Secrétaire général, naît au Cap (Afrique du Sud) le 21 janvier 1909. Il suit des études au Collège de Winchester et à l'Université d'Oxford, où il termine ses études consacrées au service colonial en 1931. Il obtient également un diplôme d'arabe. Il débute dans la carrière diplomatique en 1932 au Soudan, où il travaille plus de vingt ans, et devient Secrétaire civil britannique, le dernier titulaire de ce poste avant l'accession du pays à l'indépendance, en 1955. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, il sert dans l'armée de terre britannique, et il est fait Membre de l'Empire britannique à titre militaire en 1942, puis Membre de l'Ordre de l'indépendance de la Jordanie en 1944. Il est anobli en 1957. De 1956 à 1958, il est agent politique au Koweït pendant la crise de Suez. Il est ensuite désigné Gouverneur du Nigéria du Nord, poste qu'il occupe jusqu'en 1962. Une fois de plus, il est le dernier titulaire britannique de ce poste, le Nigéria accédant à l'indépendance en 1960. Il consacre les années suivantes à diverses missions temporaires au Moyen-Orient pour le compte du gouvernement britannique. En 1966, il se rend aux îles Gilbert et Ellice (futurs Kiribati et Tuvalu) en tant que Conseiller constitutionnel, nommé par le Secrétaire d'État aux colonies.

Sir Gawain arrive à Nouméa au début de janvier 1967, en compagnie de son épouse Silvia et de ses deux filles. Il assume ses fonctions de Secrétaire général pendant une période marquée par des changements pour le Pacifique. Pendant son mandat, plusieurs pays

accèdent à l'indépendance ou tendent vers ce but. Comme dans le cas de ses affectations en Afrique, il est le dernier Britannique à détenir le poste de Secrétaire général.

Après s'être retiré dans le Gloucestershire avec son épouse, il continue de mener une vie active. Chevalier de l'Ordre de Saint-Jean, il se rend dans plusieurs pays arabes pour récolter des fonds en faveur de l'hôpital d'ophtalmologie de l'Ordre, à Jérusalem. Il préside des comités de sélection pour la fonction publique britannique, et il est membre du conseil de direction de la Faculté d'études orientales et africaines. Il écrit ses mémoires en deux volumes, *Shadows on the Sand* (publié en 1983) et *An Imperial Twilight* (1989).

Sir Gawain Bell décède le 26 juillet 1995. La nécrologie parue dans *The Independent* rappelle ceci : 'Que ce soit en Afrique, au Moyen-Orient ou en Océanie, la carrière professionnelle de Gawain Bell a été consacrée en grande partie au difficile transfert du pouvoir, tâche pour laquelle il était éminemment qualifié. Intelligent, cultivé, il écrivait et parlait clairement et succinctement. Il donnait l'impression d'accomplir sa mission avec facilité, sans laisser transparaître la préparation rigoureuse. C'était un homme modeste, doué d'un grand charme et d'un vif sens de l'humour, toujours décontracté, calme et courtois.'

AFIOGA AFOAFOUVALE MISIMOA (WESTERN SAMOA)
SPC Secretary-General from 1 January 1970 to 18 February 1971

Afioga Afoafouvale Misimoa, SPC's seventh Secretary-General and the first Pacific Islander to hold the post, was born in Western Samoa on 25 September 1900. Educated in New Zealand and the United States of America (at Belmont Military Academy and Stanford University), he served with the US Army in France and Germany during World War I. Between the wars he worked in the Department of Samoan Affairs and Treasury, and as Deputy Public Trustee. In World War II he commanded the first contingent of Western Samoan troops, which joined New Zealand's Maori battalion. Later he reorganised the Samoan Defence Force and was seconded to the US Marine Corps as Instructor Officer in jungle warfare and bush tactics. He became active in politics when Western Samoa started moving towards independence and was elected a Member of Parliament. He was Minister of Works and a member of the Executive Council as well as serving on various other parliamentary boards and committees.

Mr Misimoa's business interests were established early in his professional life. He was director of a trading firm in Western Samoa, founded a cattle and dairy company and was a foundation member of the Apia Chamber of Commerce. He was a keen sportsman who founded and organised the Samoa Rugby Football Union, the

Apia Golf Club and the Apia Boxing Commission, built Samoa's first golf course and extended Apia's football fields. His other community work included serving as Head of the Red Cross Society of Western Samoa for 11 years and founding the Western Samoa Anti-TB Society.

Arriving in Noumea with his wife and three children, Mr Misimoa was a popular Secretary-General. He suffered a stroke while on an official mission to Tarawa in the Gilbert Islands (Kiribati) and died on 18 February 1971. The high regard in which he was held was evident from the tributes received by SPC from all over the world. At the memorial service held at Noumea headquarters, Mr John deYoung, the Programme Director (Social), said in his eulogy: 'I was privileged only to know him for a relatively short period of his life, but for years in my work elsewhere in the Pacific and in Washington I had heard of the legendary "Uncle Harry" of the South Pacific, as he was affectionately known ... Those of us who worked with him and for him as Secretary-General shall miss him greatly. His courtesy, his tact, his cheerfulness, his patience, his ever-ready willingness to lend an ear to our woes, perhaps more often imagined than real, endeared him to all the staff ... [He was] a most colourful personality who was loved and respected far beyond the confines of the South Pacific region.'



New men at the top

Prominent evidence of the increasing role of Pacific Islanders in the work of the Commission came with the appointment in 1969 of Afioga Afoafouvale Misimoa as SPC's seventh Secretary-General. Born in Western Samoa, Mr Misimoa took up his duties on 1 January 1970 and was the first Pacific Islander to hold the post. Coming from a long and varied career in Samoan politics and trade, he was a popular choice as head of the Commission but unfortunately was destined to hold office for only 13 months. While on an official mission with his wife to Tarawa in Kiribati (then the Gilbert Islands), he died suddenly on 18 February 1971. Word reached

SPC by telegram later that day, and Mr John E. deYoung, Programme Director (Social), stepped in to organise the urgent and logistically difficult actions that were required, including flights from Noumea to Tarawa for Mr Misimoa's children.

To keep the organisation running during this testing time, Mr deYoung, who was from the USA and had been on the point of retirement, voluntarily extended his term of employment at SPC to take up the position of Acting Secretary-



People in Sulufolooa, Malaita, Solomon Islands, listen to a health radio programme in 1969.

Diffusion d'une émission de radio sur la santé à Sulufolooa, île de Malaita, aux Îles Salomon (1969).

AFIGOA AFOAFOUVALE MISIMOA (SAMOA-OCCIDENTAL)

Secrétaire général de la CPS du 1er janvier 1970 au 18 février 1971

Afioga Afoafouvale Misimoa, septième Secrétaire général de la CPS et premier Océanien appelé à occuper ce poste, est né au Samoa-Occidental le 25 septembre 1900. Après des études en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis d'Amérique (à l'Académie militaire de Belmont et à l'Université de Stanford), il sert dans l'armée américaine en France et en Allemagne au cours de la Première Guerre mondiale. Entre les deux guerres, il travaille au Département des affaires samoanes et au Trésor en qualité de Curateur public adjoint. Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, il commande le premier contingent de troupes du Samoa-Occidental qui rejoignent le bataillon Maori de Nouvelle-Zélande. Par la suite, il réorganise la Défense samoane et il est envoyé en mission auprès du Corps des marines américains en tant qu'officier instructeur en opérations militaires dans la jungle et tactiques de brousse. Il entre en politique au moment où le Samoa-Occidental se fixe l'indépendance comme objectif, et il est élu au Parlement. Il est Ministre des Travaux publics et membre du Conseil exécutif, ainsi que de diverses autres commissions parlementaires et comités.

Tôt dans sa carrière, M. Misimoa s'intéresse aux affaires commerciales. Directeur d'une entreprise de négoce au Samoa-Occidental, il crée une entreprise d'élevage et de produits laitiers, et il est membre fondateur de la Chambre de commerce d'Apia. Fervent sportif, il fonde et organise l'Union samoane de rugby et de football, le Club de golf d'Apia et la Commission

de boxe d'Apia, aménage le premier terrain de golf du Samoa, et élargit les terrains de football d'Apia. Au service de la collectivité, il conduit d'autres activités en tant que Directeur de la Croix-Rouge du Samoa-Occidental pendant onze ans, et fonde la Société de lutte contre la tuberculose du Samoa occidental.

Arrivée à Nouméa avec son épouse et trois enfants, M. Misimoa est un Secrétaire général populaire. Au cours d'une mission à Tarawa, aux Îles Gilbert (Kiribati), il est frappé d'une crise cardiaque et décède le 18 février 1971. La considération dont il jouissait se reflète dans les hommages que la CPS reçoit du monde entier. Lors du service funèbre, tenu au siège de l'Organisation, à Nouméa, M. John deYoung, Directeur des programmes (affaires sociales) dit dans son éloge : "Je n'ai eu le privilège de le connaître que pendant une période relativement courte de sa vie, mais pendant les années où j'ai travaillé ailleurs dans le Pacifique et à Washington, j'ai entendu parler du légendaire "Oncle Harry" du Pacifique Sud, comme on le surnommait affectueusement... À ceux d'entre nous qui avons travaillé avec et pour lui, ce Secrétaire général va beaucoup nous manquer. Sa courtoisie, son tact, sa gaieté, sa patience, sa gentillesse, son oreille toujours prête à écouter nos malheurs, plus souvent imaginaires que réels, le rendaient cher à l'ensemble du personnel... C'est une personnalité haute en couleur, aimée et respectée bien au-delà des frontières de la région du Pacifique Sud.

Une nouvelle équipe dirigeante

Le rôle croissant des Océaniens dans les travaux de la Commission fut mis en lumière en 1969, lors de l'élection d'M. Afioga Afoafouvale Misimoa au poste de septième Secrétaire général de la CPS. Né au Samoa-Occidental, M. Misimoa fut le premier Océanien à assumer ces fonctions, à partir du 1er janvier 1970. Après avoir mené une longue carrière au Samoa, tant en politique que dans les affaires, il se distingua par sa popularité à la tête de la Commission, mais il ne devait malheureusement assurer son service que pendant treize mois. Au cours d'une mission officielle à Tarawa, à Kiribati (alors dénommé

Îles Gilbert), en compagnie de son épouse, il mourut subitement le 18 février 1971. C'est par un télégramme, envoyé le même jour, que la CPS apprit la nouvelle, et M. John E. deYoung, Directeur des programmes (Ressources sociales) assumait l'intérim pour prendre les décisions urgentes, difficiles sur le plan logistique, qui s'imposaient, notamment l'organisation des voyages des enfants de M. Misimoa de Nouméa à Tarawa.

Pour assurer les affaires courantes de l'Organisation pendant cette épreuve, M. deYoung,



HON. GUSTAV F.D. BETHAM, OBE (WESTERN SAMOA)
SPC Secretary-General from 1 November 1971 to 30 November 1975

Gustav Frederick Dertag (Fred) Betham, SPC's eighth Secretary-General, was born in Apia, Western Samoa, on 11 April 1915. He was educated in New Zealand at Auckland's Newton West School and Seddon Memorial Technical College. After working in the public service in Western Samoa for eight years, he entered private enterprise. During World War II he served in the Western Samoa Defence Force. Mr Betham was elected to Western Samoa's Legislative Assembly in 1948; he later became 'Father of the House' and was the only elected member to serve throughout the transitional era when Western Samoa attained independence. He was awarded an Order of the British Empire in 1962.

Mr Betham was a member of the working committee on Western Samoan self-government that subsequently drafted the new nation's Constitution, and a member of the working and steering committees for the Constitutional Convention. He represented Western Samoa in 1960 at the 9th Course of the Commonwealth Parliamentary Association on Parliamentary Procedure and Practice in Westminster, and in 1968 at the 23rd Session of the Economic Commission for Asia and the Far East (ECAFE) in Canberra, for which he was elected Vice-Chairman. He served as Western Samoa's Minister of Finance from 1961 to 1970, and was Minister of Economic Development, Inland Revenue and Customs for the country's first independent government.

Mr Betham was Western Samoa's top tennis player in 1939 and later served as president of the Western Samoa Lawn Tennis Association for 20 years. He was a keen golfer and was Vice-President of Royal Samoa Country Club. In the community, he was a member of the Lions Club, the Chamber of Commerce and the Returned Services Association, and Vice-President of the Western Samoa Red Cross.

Mr Betham retired from parliament to become Secretary-General of SPC. During his term, SPC went through major changes that resulted in its island members taking real control of the organisation. In an address given to the 15th Conference (his last), he spoke of 'the exhilarating task he had faced during his term of office – a period which had seen great changes in the Commission'. The Conference accorded him a standing ovation for 'his devoted services' to SPC. Mr Betham went on to become High Commissioner to New Zealand for Western Samoa. He died on 31 March 1984.



General. He held the post until 31 October 1971, when the Hon. Gustav (Fred) Betham took over as the Commission's eighth Secretary-General. Mr Betham came to SPC after a distinguished parliamentary career in Western Samoa and served the Commission for a little over four years. During his term there were major changes in the way SPC was run, with Pacific Islanders assuming a far greater role than hitherto (see below). In

addition, a significantly greater number of Pacific Islanders were employed to work at SPC while Mr Betham was Secretary-General.

The man who followed Fred Betham in the post was another Pacific Islander, Dr Macu Salato from Fiji. He began his term as ninth Secretary-General on 9 December 1975. (For more about Dr Salato, see the next chapter.)



GUSTAV F.D. BETHAM, OBE (SAMOA-OCCIDENTAL)

Secrétaire général de la CPS du 1er novembre 1971 au 30 novembre 1975

Gustav Frederick Dertag (Fred) Betham, huitième Secrétaire général de la CPS, est né à Apia (Samoa-Occidental) le 11 avril 1915. Il suit des études au *Newton West School* d'Auckland (Nouvelle-Zélande) et au *Seddon Memorial Technical College*. Après avoir travaillé pendant huit ans dans la fonction publique au Samoa-Occidental, il intègre le secteur privé. Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, il s'engage dans la Défense du Samoa-Occidental. En 1948, M. Betham est élu à l'Assemblée législative du Samoa-Occidental, avant de devenir "Père du Parlement", le seul membre élu en activité pendant toute la période de transition allant jusqu'à l'indépendance du pays. Il devient Membre de l'Ordre de l'Empire britannique en 1962.

M. Betham a fait partie du comité de travail du gouvernement autonome du Samoa-Occidental qui a élaboré la Constitution de la nouvelle nation, ainsi que de comités de travail et de pilotage chargés de rédiger la Convention constitutionnelle. En 1960, il représente le Samoa-Occidental au neuvième Cours de l'Association parlementaire du Commonwealth sur les procédures et pratiques parlementaires, tenu à Westminster, et, en 1968, à la vingt-troisième session de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CEAEO) tenue à Canberra, et dont il est élu vice-président. Il est Ministre des finances du Samoa-Occidental de 1961 à 1970, puis Ministre du développement économique, du fisc et des douanes au sein du premier gouvernement indépendant du pays.

En 1939, M. Betham est classé premier joueur de tennis de son pays, puis exerce la présidence de l'Association de tennis sur gazon du Samoa-Occidental pendant vingt ans. Fêré de golf, il est vice-président du *Royal Samoa Country Club*. Il est membre du Lions Club, de la Chambre de commerce et de la *Returned and Services Association* (Association d'anciens combattants) et vice-président de la Croix-Rouge du Samoa-Occidental.

M. Betham s'est retiré de la vie parlementaire pour devenir Secrétaire général de la CPS. Pendant son mandat, la CPS traverse plusieurs vagues de changements importants, à la suite desquels les membres insulaires s'approprient véritablement l'Organisation. Dans un discours prononcé devant la 15e Conférence (la dernière à laquelle il participe), il parle de la "tâche passionnante qu'il a eu à remplir pendant son mandat, période qui a vu d'énormes changements au sein de la Commission". La Conférence lui fait une ovation debout pour "ses services éminents" rendus à la CPS. M. Betham devient ensuite Haut-Commissaire du Samoa-Occidental en Nouvelle-Zélande. Il décède le 31 mars 1984.



Food production and distribution, nutrition and diet have been part of SPC's work programme since the beginning. Today, the work also covers crop production, plant health and the important issue of food security.

La production et la distribution des produits alimentaires, la nutrition et les habitudes alimentaires ont toujours fait partie du programme de travail de la CPS. Aujourd'hui, les activités de l'organisation se sont élargies pour inclure la production végétale et la protection des végétaux, sans oublier la sécurité alimentaire.

citoyen des États-Unis d'Amérique et sur le point de prendre sa retraite, accepta de prolonger son mandat à la CPS en qualité de Secrétaire général par intérim. Il occupa ces fonctions jusqu'au 31 octobre 1971, date à laquelle M. Gustav (Fred) Betham fut élu huitième Secrétaire général de la Commission. M. Betham avait derrière lui une brillante carrière parlementaire au Samoa-Occidental. Il resta au service de la Commission un peu plus de quatre ans, pendant lesquels de grands changements marquèrent la vie de l'Organisation, les Océaniens jouant un rôle beaucoup plus grand qu'auparavant (voir ci-dessous). En outre, durant le mandat de M. Betham, les effectifs océaniens de la CPS augmentèrent considérablement.

C'est un autre Océanien qui succéda à Fred Betham : le docteur Macu Salato, des Îles Fidji, qui prit ses fonctions de neuvième Secrétaire général le 9 décembre 1975 (la biographie de M. Salato figure à la fin du chapitre suivant).

La naissance du Forum du Pacifique Sud

Dans son histoire de la CPS, publiée en 1972, T.R. Smith note que "sans en avoir délibérément l'intention, la Commission instaura les conditions propices au développement politique. Lorsqu'ils se réunissaient, les dirigeants des communautés insulaires évoquaient des problèmes communs et prenaient conscience de l'étendue de leurs intérêts communs, et ils trouvèrent un moyen d'exprimer publiquement leurs besoins".

La CPS n'ayant pas de vocation politique, le Forum du Pacifique Sud (rebaptisé Forum des îles du Pacifique en 2000) fut créé pour répondre au souhait des Océaniens : trouver une enceinte où les responsables politiques pourraient se réunir

Birth of the Pacific Forum

In his history of SPC, published in 1972, T.R. Smith noted that, 'Without any direct intention of doing so, the Commission promoted conditions which favoured political development. When they met, leaders of the different island communities talked about common problems, realised the extent of their common interests and found a means for the public expression of their needs.' As SPC had no mandate to cover political debate, the South

Pacific Forum (renamed the Pacific Islands Forum in 2000) grew out of the desire of Pacific Islanders for a place where political leaders could meet to discuss relevant regional issues such as nuclear testing and trade agreements. The Forum was founded in August 1971 with seven members: Australia, Cook Islands, Fiji, Nauru, New Zealand, Tonga and Western Samoa. It established the South Pacific Bureau for Economic Co-operation (SPEC) in 1973, absorbing the Pacific Island Producers' Association in the process.

The historic 13th Conference, Guam, 1973

In an article in the *South Pacific Bulletin*, Caroline Nalo, SPC Publications Officer, described the 13th Conference, held in Guam from 11 to 20 September 1973, as 'one of the most exciting events in Commission history'.

The Australian delegation put forward a proposal for changes to the Commission's structure, the most dramatic of which was that the annual Conference and Commission Session should merge. Up until that time, the Conference had consisted of delegates from all territories, with representatives from the member governments as observers. The Conference considered the work programme and budget for following year but had no right to make decisions; it could only make recommendations to the Session (which comprised representatives from the eight member governments). The proposed change would allow all territory representatives an equal voice. It was unanimously supported. A 'Future Status Committee' drew up detailed guidelines for the implementation of this resolution, and also suggested that in future the detailed work programme should be considered by a meeting of

officials before each Conference/Session, 'which would then be free to discuss subjects of general interest and relevance to the region as a whole'.

Nalo said in her article: 'If the 13th Conference goes down in history as a Pacific "occasion", as many feel it will, it will be because this was the turning-point for the Commission itself'. With this resolution the Conference 'laid new foundations which should make it an organisation of real worth, which islanders throughout the region, whatever their political status, whatever their language, can now regard as truly theirs'.

At the 14th Conference, Cook Islands, in 1974, a Memorandum of Understanding was signed that abolished the holding of a separate Session from the Conference to decide on the work programme and approve the budget, and to allow each country or territory one vote regardless of whether it was an independent state or not. Sir Albert Henry, Premier of Cook Islands, declared this great step forward 'an occasion of decolonization and a fine example to the rest of the world of regional co-operation in the Pacific Way'.



et débattre les questions intéressant la région, par exemple les essais nucléaires et les accords commerciaux. Le Forum fut fondé en août 1971 par sept pays – l’Australie, les Îles Cook, les Îles Fidji, Nauru, la Nouvelle-Zélande, les Tonga et le

Samoa-Occidental – et le Bureau de coopération économique du Pacifique Sud en 1973, en même temps que celui-ci absorbait l’Association des producteurs océaniques.

Un tournant historique : la treizième Conférence de Guam (1973)

Dans un article paru dans le *Bulletin du Pacifique Sud*, Caroline Nalo, Chargée des publications de la CPS, voit dans la treizième Conférence, tenue à Guam du 11 au 20 septembre 1973, “l’un des événements les plus passionnants de l’histoire de la Commission”.

La délégation australienne suggéra de remanier la structure de la Commission, en particulier, en fusionnant la Conférence annuelle et les sessions de la Commission. Jusqu’à cette date, la Conférence avait réuni des délégués de tous les Territoires, des représentants des pays membres ayant le statut d’observateurs. La Conférence examinait le programme de travail et le budget pour l’année suivante, mais n’était pas habilitée à prendre des décisions ; elle ne pouvait que formuler des recommandations à l’endroit de la session de la Commission (qui comprenait des représentants des huit pays membres). Le changement proposé permettrait à tous les Territoires d’avoir le droit de vote, sur un pied d’égalité avec les autres membres. Cette motion fut approuvée à l’unanimité. Un “Comité chargé

des statuts futurs” établit des directives détaillées en vue de l’application de cette résolution, et il fut suggéré que le programme de travail détaillé serait examiné à l’avenir par les représentants officiels, réunis avant chaque Conférence ou session, qui serait ensuite libre de débattre de sujets d’intérêt général, pertinents pour l’ensemble de la région.”

Dans son article, Mme Nalo observe : “Si la 13e Conférence reste gravée dans l’histoire comme un événement pour le Pacifique, ainsi que d’aucuns le prévoient, ce sera parce qu’elle a marquée un tournant crucial dans l’histoire de la Commission.” Par cette résolution, la Conférence “jetait de nouvelles fondations qui feraient de l’Organisation une entité présentant un réel intérêt et que les Océaniques de toute la région, quels que soient leur statut politique et leur langue, pourraient désormais considérer comme représentative.”

À la 14e Conférence, tenue aux Îles Cook en 1974, fut signé un protocole d’accord, disposant qu’il ne serait plus tenu une session de la Commission distincte de la Conférence, pour l’adoption du programme de travail et du budget. Chaque État ou Territoire, qu’il soit indépendant ou non, disposerait ainsi d’une voix. Sir Albert Henry, Premier Ministre des Îles Cook, déclara que cette décision ouvrait la voie de la décolonisation, et qu’elle donnait au reste du monde un exemple de coopération régionale à l’Océanienne.

Delegates to the 13th South Pacific Conference were welcomed by the Governor of Guam, Mr Carlos G. Camacho. The Hon. Kurt S. Moylan, Lieutenant-Governor of Guam (above centre), chaired the Conference; Mr Gustav Betham, SPC Secretary-General, is seated at right. Decisions made at the Guam Conference affected the future governance and direction of SPC.

Les délégués à la 13e Conférence du Pacifique Sud furent accueillis par le Gouverneur de Guam, Carlos G. Camacho. Kurt S. Moylan, Lieutenant-gouverneur de Guam (au centre), présida la session ; à sa droite, Gustav Betham, Secrétaire général de la CPS. Les décisions prises lors de la Conférence de Guam eurent des répercussions sur la gouvernance et les orientations de l’organisation.



Important developments in fisheries

At the 8th Conference, held in Noumea in 1968, many delegates considered the most important item in the work programme to be a proposal to set up a body to deal with all aspects of reef and lagoon fishing. The South Pacific Islands Fisheries Development Agency (SPIFDA) was established at SPC headquarters in Noumea in 1969 and its plan of operations was signed in May 1970 by the participating governments, UNDP, FAO and SPC. However, by the time of the 12th Conference in 1972, there were arguments over the agency's usefulness. It was terminated in 1973 but SPC's activities in fisheries development continued.

The Commission convened six technical meetings between 1968 and 1975 to discuss fisheries

issues, especially the region's growing concerns regarding the overexploitation of lagoon and reef resources in many locations. Two fisheries projects were established through SPC as a result of these meetings: the Skipjack Survey and Assessment Programme, and the Outer Reef Artisanal Fisheries Project (ORAFP).

ORAFP provided the foundations for the current Coastal Fisheries Programme. From 1974 to 1978, it assessed local deep-water snapper resources in selected territories, and determined and demonstrated suitable fishing techniques. These activities aimed to encourage local fishers to fish outside the reef, on stocks that were not overexploited.

Right: A researcher from the skipjack tuna survey programme holds two boxes of tags.

À dr. : Dans les mains d'un chercheur participant au Programme d'étude et d'évaluation du stock de bonites, deux boîtes de marques.

Language and media

The successful Tate Oral English Syllabus, which had originated in the early 1960s at SPC, continued into the 1970s. Thousands of copies of the *SPC Readers* series were used throughout the region; by the end of the 1960s the series comprised 90 per cent of the Publications Bureau's output. The 1971 Conference expressed satisfaction with the language teaching programme and supported a proposal to augment the Tate course with language tapes, teacher handbooks and children's workbooks for broadcast and classroom use.

However, by the mid-1970s the SPC materials were being strongly criticised and a sub-regional workshop was held in Suva to evaluate the English Language Programme and identify needs for further development. It was agreed that SPC's recently established Regional English Teaching Centre in Fiji should investigate appropriate methods, and plans were made to significantly expand the SPC course's reading materials.





Importantes avancées dans le secteur halieutique

Lors de la 8e Conférence, tenue à Nouméa en 1968, de nombreux délégués estimèrent que le point le plus important de l'ordre du jour était la proposition de créer un organisme chargé d'étudier tous les aspects de la pêche récifale et lagonaire. C'est ainsi que l'Agence océanienne de développement des pêches (SPIFDA) fut créée au siège de la CPS, à Nouméa, en 1969, et son plan d'action signé en mai 1970, par les pays membres, le PNUD, la FAO et la CPS. Cependant, avant même que ne se tienne la 12e Conférence, en 1972, l'utilité de cette agence fut remise en cause, et la SPIFDA fut dissoute en 1973, alors que la CPS poursuivit ses activités dans le domaine du développement de la pêche.

La Commission organisa six conférences techniques entre 1968 et 1975 pour débattre de questions ayant trait à la pêche, notamment la surexploitation des ressources lagonaires et récifales à de nombreux endroits. À l'issue de ces réunions, deux projets furent mis sur pied avec l'aide de la CPS : le Programme d'étude et d'évaluation du stock de bonites et le Projet de petite pêche à l'extérieur du récif.

Ce dernier projet constituait les prémices du Programme Pêche côtière actuel. De 1974 à 1978, il permit d'évaluer les ressources locales en vivaneaux dans certains Territoires, de cerner

The SPC series of readers was used by thousands of people throughout the Pacific region to learn English.

Les manuels de lecture édités par la CPS, furent utilisés par des milliers d'Océaniens apprenant à parler et à lire l'anglais.

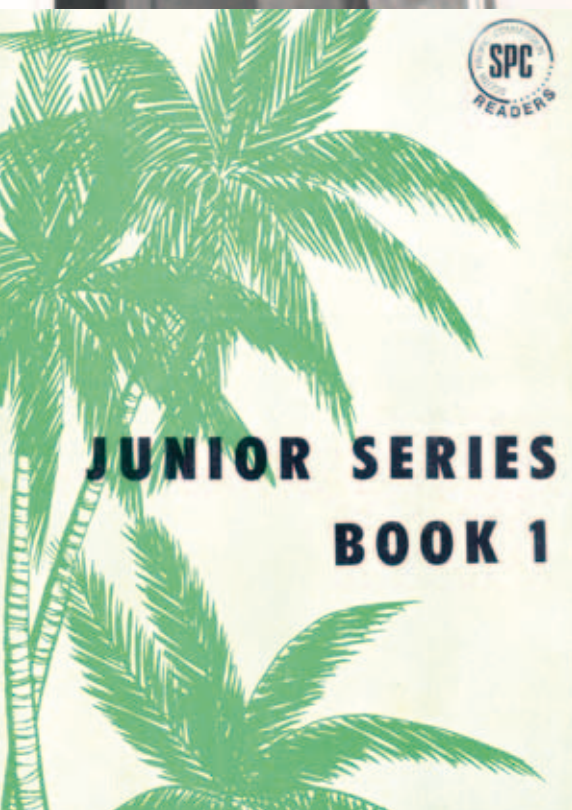
les techniques de pêche appropriées et d'en faire la démonstration. Ces activités avaient pour but d'encourager les pêcheurs locaux à aller pêcher des stocks non surexploités, à l'extérieur du récif.

Langue et médias

Le *Tate Oral English Syllabus*, cours d'anglais mis en place au début des années 60 à la CPS, continua de remporter des succès jusque dans les années 70. La série de manuels de lecture *SPC Readers* fut utilisée dans toute la région. À la fin des années 60, la série représentait 90 pour cent de la production du Bureau des Publications. La Conférence de 1971 exprima sa satisfaction à l'endroit de ce programme d'apprentissage de la langue anglaise, et se montra très intéressée par une proposition visant à compléter le cours par des bandes magnétiques, des manuels de l'enseignant et des livres d'exercices pour les enfants, à utiliser parallèlement aux émissions radiodiffusées et aux cours en classe.

Au milieu des années 70, les supports pédagogiques de la CPS firent toutefois l'objet de vives critiques, et un atelier sous-régional fut organisé à Suva, pour évaluer le programme d'enseignement de l'anglais et répertorier les possibilités de l'améliorer. Il fut convenu que le Centre régional d'enseignement de l'anglais, récemment créé à Fidji, examinerait les méthodes appropriées, et il fut envisagé d'étoffer les manuels de lecture du cours publiés par la CPS.

La communication électronique entre les îles éloignées d'Océanie en était encore à ses balbutiements au début de la troisième décennie d'existence de la CPS. Il n'y avait que quarante stations de radio dans toute la région, et la télévision était le plus souvent réservée aux principaux centres urbains. Lors de la Conférence de 1973, les participants estimèrent qu'il fallait





Electronic communication between the far-flung islands of the Pacific was still in its infancy at the beginning of SPC's third decade. There were only 40 radio stations in the whole region, and television was mostly available only in the main population centres. At the 1973 Conference it was felt that there was a need for development of the region's media sector. In response, SPC established the Regional Media Centre (RMC) in 1974 in collaboration with the four-year-old University of the South Pacific. The new centre would assist Pacific Islanders in designing visual

aids, produce educational radio programmes for the region and provide training in audiovisual techniques and broadcasting. SPC already had an Audio-Visual Aids (Educational Broadcasts) Officer, and he continued his work at RMC. Using the small SPC studio in Suva, he ran training in basic radio production and presentation skills and shorter courses in specific skills such as writing and interviewing. A Broadcast Tape Exchange Service was set up that recorded and distributed school programmes, music, and regional news and general interest items.

Trainee Ellovy Fong at the SPC radio bureau in the 1970s.

Ellovy Fong, stagiaire, dans le studio radiophonique de la CPS (années 70).



Staff from the SPC Regional Media Centre filming at the Melanesian Arts Festival in 2006.

Une équipe du Centre régional des médias en plein tournage lors du Festival des arts mélanésiens en 2006.

impérativement développer le secteur des médias dans la région. C'est pourquoi, en 1974, la CPS fonda le Centre régional des médias, en collaboration avec l'Université du Pacifique Sud, qui avait vu le jour quatre ans auparavant. Ce nouveau Centre était chargé d'aider les Océaniens à concevoir des supports graphiques et à produire des émissions pédagogiques radiodiffusées dans la région, et de dispenser des formations aux techniques audiovisuelles ainsi qu'à la radio et télédiffusion. Le Chargé des supports audiovisuels (émissions pédagogiques)

attaché à la CPS poursuit son travail dans le cadre du Centre. En utilisant le petit studio de la CPS à Suva, il dispensa des cours d'initiation à la production radiophonique et à l'art de la présentation, ainsi que des cours de brève durée dans des disciplines particulières, telles que la rédaction et la conduite d'entretiens. Un service d'échange de bandes radiophoniques fut mis en place pour enregistrer et diffuser des émissions scolaires, de la musique, des informations d'actualité régionale et d'intérêt général.

Social development, and plant and animal work

The decade saw increasing concern with social welfare and the problems of youth. In response to a request from the 6th Conference to investigate the provision of a system of social welfare insurance and 'the introduction of a systematic attempt to overcome social evils such as alcoholism, prostitution, and juvenile delinquency', the first Regional Conference on Social Welfare Problems was held in 1967 at CETC. A Youth Work Officer and a Social Welfare Adviser (the latter on secondment from UNDP) began work at SPC, resulting in youth work seminars, training courses for youth leaders and welfare workers, and regional meetings on social welfare needs and planning.

Work continued on the UN/SPC Rhinoceros Beetle Project. A virus that killed the beetle had been discovered in Malaysia in 1964 and was released in Western Samoa in 1967 and in Wallis and Tonga in 1970. The results were promising, with a marked fall in beetle damage to coconut palms. Work on the virus continued in Fiji in the 1970s.

SPC produced the first leaflet in new series of plant protection advisories in 1976, with a plan to publish several new ones each year. Six leaflets had been published by October 1977.

Another important area of SPC work during the third decade was rat control. Work was done on possible control programmes and a handbook was published. The 1970 Conference agreed to a plan for a regional rat control project and funding was sought from UNDP.

25th anniversary celebrations

SPC marked its 25th anniversary, 6 February 1972, with an Open Day, a commemorative ceremony and a reception. Anniversary postage stamps were issued by Cook Islands, Fiji, French Polynesia, Gilbert and Ellice Islands, Nauru, New Caledonia, Norfolk Island, Papua New Guinea, Pitcairn Islands, Wallis and Futuna, and Western Samoa.

The Commission received messages of goodwill from around the world. William Forsyth, SPC's first Secretary-General, wrote: 'The Conference has certainly "arrived" and has become a meeting place for all who have the prosperity, advancement, and mutual support of the South Pacific peoples at heart. Its role of examining regularly and clarifying for joint action the development needs common to all or many of the island groups is now widely recognized; its potential for the future is evident ... Long may the beautiful flag of the SPC float above the island setting, with its message of friendly co-operation in constructive work for the betterment of the conditions of life for the South Pacific peoples.'

The third Secretary-General, Dr Ralph Bedell, said: 'After twenty-five years, an organization, like an individual, can be both old and young at the same time. It is old in the sense that it is over its teething problems, has gathered experience, and proved its staying power; young while it remains perceptive of needs, flexible in outlook, and forward-looking in policy. The South Pacific Commission has reached just that point.'

In the book about SPC's history that was commissioned to mark the occasion, its author, Tom Smith, stated: '... without any question the South Pacific Commission has justified the hopes



SPC flag

In 1969 SPC held a competition to design a new flag for the Commission. The entries were examined by delegates at the 9th Conference late that year and first prize was awarded to Mr Rick Welland of Rarotonga. His design was incorporated into a composite design based on an idea presented by M. Andre Henry of Noumea. The new SPC flag was hoisted at a ceremony on the Commission's 23rd birthday, 6 February 1970, by the newest member of staff, Miss Alisi Moala of Tonga, assisted by the longest-serving member of staff, Mlle Simone Exbroyat of New Caledonia.



Le drapeau de la CPS

En 1969, la CPS organisa un concours pour trouver un nouveau drapeau à la Commission. Les délégués à la 9e Conférence, à la fin de l'année, examinèrent les propositions, et le premier prix fut décerné à Rick Welland, de Rarotonga. Son dessin fut incorporé dans un emblème inspiré d'une idée de André Henry, de Nouméa. Le nouveau drapeau de la CPS fut hissé, lors d'une cérémonie marquant le vingt-troisième anniversaire de la naissance de la Commission, le 6 février 1970, par la dernière recrue en date, Alisi Moala, des Tonga, assistée du plus ancien membre du personnel, Simone Exbroyat, de Nouvelle-Calédonie.

Développement social, protection des végétaux et santé animale

Cette décennie fut marquée par les préoccupations croissantes suscitées par les questions de protection sociale et les problèmes rencontrés par la jeunesse. En réponse à une demande formulée lors de la sixième Conférence, visant à étudier la mise en place d'un système d'assurance sociale afin de "remédier à ces fléaux que sont l'alcoolisme, la prostitution et la délinquance juvénile", la première Conférence régionale sur les problèmes afférents à la protection sociale se déroula en 1967 au Centre de formation à l'éducation communautaire. Un agent chargé des questions relatives à la jeunesse et un conseiller en protection sociale (en détachement du PNUD) commencèrent à travailler à la CPS, organisèrent des séminaires sur le thème de la jeunesse, des cours de formation à l'intention des responsables de jeunes et de travailleurs sociaux, ainsi que des conférences régionales sur les besoins et la planification en matière de protection sociale.

La CPS poursuivit le projet de lutte contre le rhinocéros du cocotier. En 1964, on découvrit en Malaisie un virus qui tuait ce ravageur et qui fut lâché aux Samoa américaines en 1967, puis à Wallis et aux Tonga en 1970. Les premiers résultats furent prometteurs, et l'on observa une diminution sensible des dommages causés aux palmes de cocotiers. L'étude du virus se poursuivit à Fidji jusque dans les années 70.

En 1976, la SPC produisit la première fiche technique d'une nouvelle série consacrée à la protection des végétaux, en envisageant d'en publier plusieurs par an. En date d'octobre 1977, six fiches avaient été publiées.

Autre domaine de travail important pour l'Organisation durant la troisième décennie, la dératisation. La CPS examina les programmes de lutte réalisables et publia un manuel. La Conférence de 1970 convia de mettre au point un projet régional de dératisation et une demande de financement fut présentée au PNUD.

Les festivités du 25e anniversaire

La CPS célébra son 25e anniversaire, le 6 février 1972, par une journée Portes ouvertes, une cérémonie officielle de commémoration et une réception. Des timbres furent émis par les Îles Cook, les Îles Fidji, la Polynésie française, les Îles Gilbert et Ellice, Nauru, la Nouvelle-Calédonie, Norfolk, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pitcairn, Wallis et Futuna et les Samoa américaines.

La Commission reçut des messages de félicitation du monde entier. William Forsyth, le premier Secrétaire général de la CPS, écrivit : "La Conférence avait atteint son but. C'était un lieu vers lequel convergeaient tous ceux qui avaient à cœur la prospérité et le progrès des peuples du Pacifique Sud, et qui s'en montraient solidaires. Tout le monde reconnaît maintenant son rôle : cerner et examiner régulièrement les besoins communs à tous les archipels (ou à nombre d'entre eux) en matière de développement et agir concrètement ensemble. Son potentiel est évident. (...) Puisse le beau drapeau de la CPS flotter longtemps sur le lagon et porter son message de coopération amicale au travail constructif qu'accomplit l'Organisation en vue d'améliorer les conditions de vie des peuples du Pacifique Sud."

Le troisième Secrétaire général, Ralph Bedell remarqua ceci : "À l'âge de vingt-cinq ans, une organisation, comme un être humain, peut être

of its founders that its operations would improve the social and economic welfare, and the health, of the inhabitants of its region. The best proof of that is the enthusiasm with which the leaders of the island communities are making the organisation their own and are insisting that it should continue, and develop, its work in the future.'

Promoting Pacific arts

At a time when the region's leaders were becoming increasingly concerned about the erosion of traditional customary practices, the 8th Conference in Noumea in 1968 considered a proposal to convene a Pacific arts festival. It declared itself 'favourably disposed' towards the idea and a committee was set up to examine the proposal in detail.

The first South Pacific Arts Festival began to be planned for Suva in May 1972. An Australian, Victor Carell, was appointed Executive Director. The 11th Conference in 1971 expressed support for the Festival, with delegates emphasising 'the importance of making it a Festival of Pacific culture without the intrusion of Western culture'. They wanted the peoples of the region to share their cultures and establish a deeper understanding and friendship between countries.

More than 1000 participants from 14 Pacific countries and territories made the first Festival a resounding success. To ensure it became a permanent event, the Council of Pacific Arts was formed at a meeting organised by SPC in 1975. Its mandate was to provide the SPC Conference with specific information about the Festival and, more generally, advise the Conference on cultural affairs. The second Festival of Pacific Arts was held in Rotorua, New Zealand, in 1976. The festival is now firmly anchored as a regional event.





preuve en est l'enthousiasme avec lequel les dirigeants des communautés insulaires s'approprient l'Organisation, et tiennent à ce qu'elle poursuive sur sa lancée et étende son rayon d'action à l'avenir."

Promotion des arts océaniques

À une époque où les dirigeants de la région étaient de plus en plus préoccupés par l'érosion des pratiques coutumières traditionnelles, la 8e Conférence, tenue à Nouméa en 1968, examina une proposition visant à organiser un festival des arts du Pacifique. Elle se déclara "favorable" à cette idée, et un comité fut formé pour examiner cette suggestion en détail.

Les préparatifs du premier Festival des arts du Pacifique Sud, qu'il était prévu d'organiser à Suva, commencèrent en mai 1972. Un Australien, Victor Carell, fut nommé directeur exécutif. La 11e Conférence (1971) donna son appui au festival, et les délégués soulignèrent combien il était "important d'en faire un festival de la culture océanique, sans ingérence de la culture occidentale". Ils souhaitaient que les peuples de la région partagent leur culture, se connaissent mieux et resserrent les liens d'amitié entre les pays.

Plus d'un millier de participants venus de 14 États et Territoires océaniques firent de ce premier festival un succès retentissant. En 1975, le Conseil des arts du Pacifique fut créé lors d'une conférence organisée par la CPS, afin d'assurer la permanence de cette manifestation. Sa mission consistait à donner à la Conférence des informations précises sur le festival et, plus généralement, à la conseiller en matière de culture. Le deuxième Festival des arts du Pacifique s'est déroulé à Rotorua (Nouvelle-Zélande) en 1976. Le Festival est maintenant devenu un des événements majeurs du Pacifique.



tout à la fois vieille et jeune. Elle est vieille en ce sens qu'elle a résolu les problèmes liés à l'âge ingrat, qu'elle a acquis de l'expérience et montré sa capacité de persévérance ; jeune dans la mesure où elle reste à l'écoute des besoins, fait preuve de souplesse d'adaptation, et agit, le regard tourné vers l'avenir. La Commission du Pacifique Sud vient d'atteindre cet âge de raison."

Dans son ouvrage sur l'histoire de la CPS, qu'on lui avait demandé d'écrire pour marquer cet événement, Tom Smith, ancien Secrétaire général de la CPS, affirme : "... Il est indéniable que la Commission du Pacifique Sud a comblé les attentes de ses fondateurs : par son action, améliorer le bien-être social et économique et la santé des habitants de la région. La meilleure

Coming of age

As noted earlier in this chapter, the appointment of Afioga Afoafouvale Misimoa as the seventh Secretary-General symbolised the events of SPC's third decade, when SPC truly became an organisation for Pacific Islanders. Ratu Sir Kamisese Mara noted that: 'While in the past the chief executives of the Commission have been efficient officers, their history was rooted in a colonial past, indeed some of them were former colonial officers, and even governors. They were to some extent prisoners of tradition and protocol. But from the first island appointment, the genial Misimoa of Western Samoa, a more relaxed and less formal atmosphere prevailed.'

Further structural changes were recommended at the 16th Conference, held in Noumea in 1976. The preceding Conference had recommended the establishment of a Review Committee to conduct an exhaustive re-evaluation of the Commission. In its report to the 16th Conference, the Committee recommended that the three Programme Director posts be replaced by the posts of Director of Administration and Director of Programmes.

It also recommended that the current voting procedure of the Committee of Representatives of Participating Governments, which entitled each government to one vote for itself and one vote for each territory administered by it, be abolished and that each member of the Committee have one vote. During the 16th Conference a Memorandum of Understanding was signed to this effect, thereby placing the four Island participating governments (Fiji, Nauru, Papua New Guinea and Western Samoa) on an equal footing in the Committee with their metropolitan counterparts.



Thus the Commission became fully representative of the region and its peoples. Australian academic Richard Herr, in an article in the *South Pacific Bulletin* in 1976, remarked on the strong phenomenon that the SPC Conference now was: 'Observers attend the Conference to discover the mind of the Pacific in a way that their more traditional, bilateral contacts cannot discern ... the Conference represents not only the mind of the region but its conscience as well.'

Above: The signing of the Memorandum of Understanding at the 16th South Pacific Conference, in Noumea in 1976, changing the voting procedures of the Conference to allow each member of the Committee of Representatives of Participating Governments to have one vote.



L'émancipation

Comme nous l'avons remarqué plus haut, la désignation d'Afioga Afoafouvale Misimoa au poste de septième Secrétaire général symbolisa à elle seule les événements qui marquèrent la troisième décennie de la CPS, période durant laquelle celle-ci devint véritablement une organisation au service des Océaniens. Ratu Sir Kamisese Mara observa ceci : "Si, dans le passé, les dirigeants de la Commission avaient été des agents professionnels efficaces, leur histoire était enracinée dans un passé colonial. Certains d'entre eux étaient d'anciens agents coloniaux, et même d'anciens gouverneurs. Ils étaient en quelque sorte prisonniers de la tradition et du protocole. Mais à partir de la nomination du premier Océanien, le sympathique Afioga Afoafouvale Misimoa du Samoa-Occidental, une atmosphère plus détendue et moins formaliste prévalut."

La 16e Conférence, qui se déroula à Nouméa en 1976, recommanda d'autres changements structurels. La Conférence précédente avait recommandé la création d'un Comité d'évaluation, qui devait conduire une réévaluation approfondie de la Commission. Dans son rapport à la 16e Conférence, ce comité préconisa le remplacement des trois postes de Directeurs des programmes par

ceux de Directeur administratif et de Directeur des programmes. Il recommanda aussi d'abolir la procédure de vote du Comité des représentants des pays membres, qui donnait à chaque pays une voix propre et une voix pour chaque Territoire sous son administration, et de donner une voix à chaque membre du Comité. Au cours de cette 16e Conférence, un protocole d'accord fut signé à cet effet, ce qui plaçait par la même occasion les pays membres insulaires (à savoir, à l'époque : Îles Fidji, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Samoa-Occidental) sur un pied d'égalité avec leurs homologues métropolitains au sein du Comité.

Durant la décennie allant de 1967 à 1977, la Commission devint ainsi plus représentative de la région et de ses peuples. Dans un article paru dans le *Bulletin du Pacifique Sud* en 1976, Richard Herr, un universitaire australien, interpréta en ces termes le pouvoir qu'avait acquis la Conférence : "Des observateurs assistent à la Conférence pour découvrir l'âme du Pacifique d'une manière que leurs correspondants bilatéraux, plus traditionnels, ne sont pas en mesure de percevoir. La Conférence représente non seulement l'âme de la région, mais aussi sa conscience."



Ci-dessus : En 1976, lors de la 16e Conférence du Pacifique Sud, qui se tint en 1976 à Nouméa, en Nouvelle-Calédonie, fut signé un protocole d'accord modifiant la procédure électorale, grâce auquel chaque membre du Comité des représentants des gouvernements et administrations jouirait désormais d'une voix.

KEY EVENTS 1967–1977

- 1968: Nauru attains independence
- 1968: University of the South Pacific (USP) opens for preliminary classes in Suva
- 1970: Afioga Afoafouvale Misimoa appointed as Secretary-General, the first Pacific Islander to hold the office
- 1975: Fiji attains independence
- 1970: Creation of CCOP-SOPAC, forerunner of the South Pacific Applied Geoscience Commission (SOPAC)
- 1970: Queen Elizabeth II presents USP with its Royal Charter
- 1970: Creation of South Pacific Islands Fisheries Development Agency (SPIFDA)
- 1971: Fiji joins SPC as the 8th participating government
- 1971: Afioga Afoafouvale Misimoa dies suddenly in Gilbert Islands (Kiribati) while on an official SPC mission; Mr John deYoung (USA) assumes post of Acting Secretary-General
- 1971: Creation of South Pacific Forum
- 1971: Hon. Gustav F.D. Betham appointed as Secretary-General
- 1972: SPC celebrates its 25th anniversary
- 1972: First Festival of Pacific Arts held in Fiji
- 1973: South Pacific Conference and South Pacific Commission merge
- 1974: Niue becomes self-governing 'in association' with New Zealand
- 1974: Regional Media Centre established in Suva
- 1975: Papua New Guinea gains independence
- 1975: Tuvalu (formerly Ellice Islands) comes into existence
- 1975: Dr E. Macu Salato appointed as Secretary-General
- 1976: First UN Conference on the Law of the Sea
- 1976: Second Festival of Pacific Arts held in New Zealand

LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DE 1967 À 1977

- 1968 : Nauru accède à l'indépendance
- 1968 : Inauguration de l'Université du Pacifique Sud, qui dispense ses premiers cours à Suva
- 1970 : Afioga Afoafouvale Misimoa est le premier Océanien à être nommé Secrétaire général
- 1975 : Les Îles Fidji accèdent à l'indépendance
- 1970 : Création de CCOP-SOPAC (Comité de coordination des recherches en commun de ressources minérales au large des côtes du Pacifique Sud), ancêtre de la Commission océanienne de recherches géoscientifiques appliquées (SOPAC)
- 1970 : La Reine Elizabeth II remet la *Royal Charter* à l'Université du Pacifique Sud
- 1970 : Création de l'Agence océanienne de développement des pêches (SPIFDA)
- 1971 : Les Îles Fidji deviennent le 8e pays membre de la CPS.
- 1971 : Afioga Afoafouvale Misimoa décède subitement en mission aux Îles Gilbert (Kiribati) ; M. John deYoung (États-Unis d'Amérique) assume les fonctions de Secrétaire général par intérim
- 1971 : Création du Forum du Pacifique Sud
- 1971 : M. Gustav F.D. Betham nommé Secrétaire général
- 1972 : La CPS fête son vingt-cinquième anniversaire
- 1972 : Premier Festival des arts du Pacifique, tenu aux Îles Fidji
- 1973 : Fusion de la Conférence du Pacifique Sud et de la Commission du Pacifique Sud
- 1974 : Niue devient un État indépendant "associé" à la Nouvelle-Zélande
- 1974 : Création du Centre régional des médias à Suva
- 1975 : La Papouasie-Nouvelle-Guinée accède à l'indépendance
- 1975 : Tuvalu (anciennes Îles Ellice) voit le jour
- 1975 : E. Macu Salato est nommé Secrétaire général
- 1976 : Première Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer
- 1976 : Deuxième Festival des arts du Pacifique, tenu en Nouvelle-Zélande







CHAPTER FOUR: 1977-1987

Unity in diversity – a regional approach



L'unité dans la diversité : une approche régionale
CHAPITRE QUATRE : 1977-1987





Unity in diversity – taking a regional approach

'Emerging from Paradise – our Pacific Island neighbours' was the title of a seminar held at the University of Sydney, Australia, in 1978. The principal speaker, Dr E. Macu Salato, Secretary-General of SPC from 1975 to 1979, described the increasing urbanisation of Pacific societies, saying 'The time-worn picture of the islands as paradise on earth was probably never accurate; certainly it is not so today. Like people everywhere, Pacific Island people need food and shelter, an outlet for their produce, a relevant education system for their children and an opportunity to lead full, contented and useful lives'.

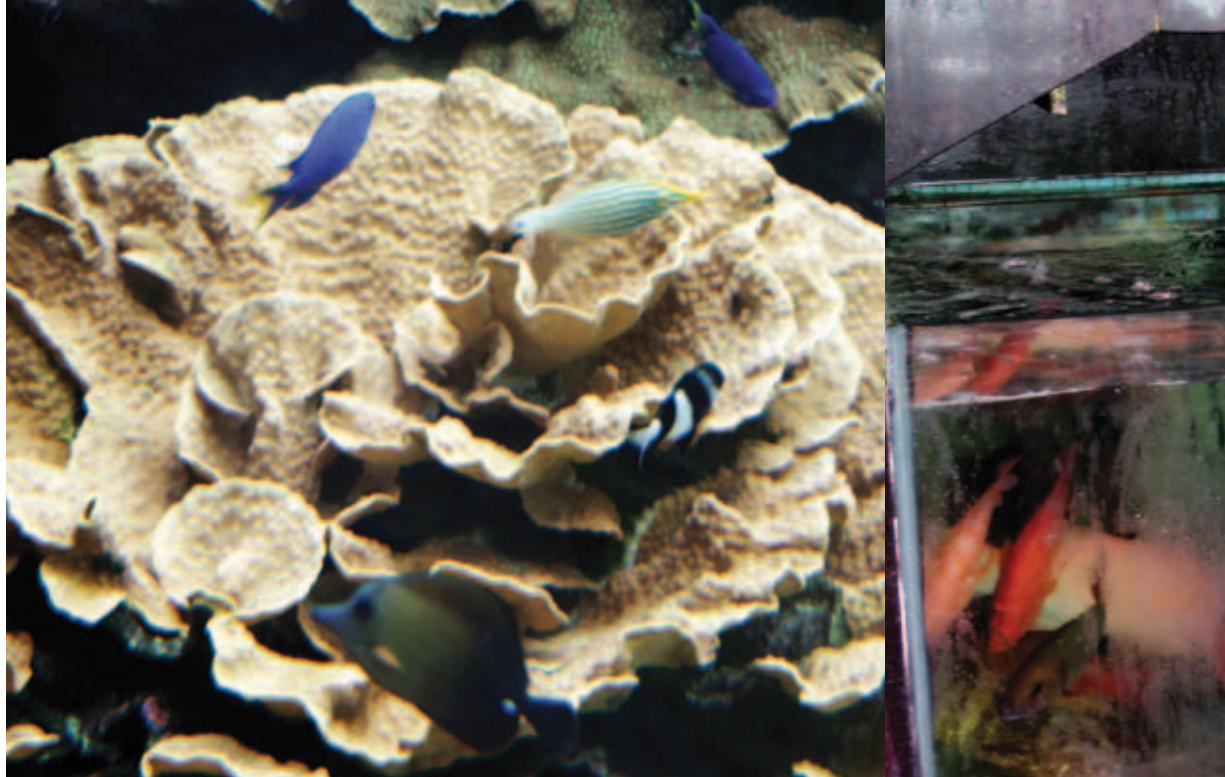
L'unité dans la diversité : une approche régionale

"Nos voisins du Pacifique et leur paradis perdu", tel était le thème d'un colloque organisé à l'Université de Sydney (Australie) en 1978. L'orateur principal, le docteur Esika Macu Salato, Secrétaire général de la CPS de 1975 à 1979, décrivit l'urbanisation croissante des sociétés océaniques et déclara alors : **"L'image révolue des îles, érigées en paradis terrestres, n'a sans doute jamais été fidèle à la réalité et ne l'est certainement pas aujourd'hui. Comme tous les peuples, les Océaniens ont besoin de se nourrir et de se loger, de trouver des débouchés pour leurs produits, de se doter d'un bon système éducatif pour leurs enfants et d'évoluer dans les meilleures conditions pour mener une vie pleine, heureuse et utile."**



In Dr Salato's view, helping Pacific Islanders meet these needs was the ultimate goal of regional organisations such as SPC. He said SPC had been created by outsiders for Pacific Island people, but now island governments had taken their place beside metropolitan governments and there was growing awareness of the value of regional collaboration in meeting common needs. Regionalism was difficult to define but he considered the best description was 'unity in diversity'. Although the region was geographically, linguistically and culturally diverse, there were common traditions, interests and points of view, and recognition of the Pacific Ocean as the predominant resource shared by all Pacific Islands. They also shared the same problems, notably of transport and communication.

While Dr Salato was Secretary-General, growing appreciation of the benefits of a regional approach to development led to the Pacific Islands Forum establishing a regional shipping line, the Pacific Forum Line, in 1977, and the Forum Fisheries Agency (FFA) in 1979. Both developments were discussed at and supported by the South Pacific Conference. Another proposal for regional collaboration, the Regional Development Fund, was less successful. At the time, smaller island countries and territories had difficulty obtaining capital for development and at the direction of the 17th South Pacific Conference, SPC organised a 1978 meeting to consider establishing a regional fund to help these countries. The meeting decided against the fund, but instead asked SPC to look at ways of helping countries get Asian Development Bank loans and urged governments to ensure that there were effective mechanisms for 'comprehensive regional collaboration in approaches to aid donors' and for providing the technical assistance that smaller Pacific countries needed to make the best use of existing aid.



Yet another proposal for regional collaboration did meet with approval. Both the South Pacific Conference and South Pacific Forum had expressed interest in seeing work on the environment done on a regional basis. The 18th Conference in 1978 studied detailed proposals for the first phase of a South Pacific Regional Environment Programme (SPREP) and in 1980 the programme was launched as a joint venture by SPC and the South Pacific Bureau for Economic Cooperation, with the support of the United Nations Environment Programme and the Economic and Social Commission for Asia and the Pacific. A meeting of government and technical experts was held in June 1981 to prepare an action plan for the programme, which quickly expanded to include major projects on coastal and inland water quality, coastal ecosystems, pesticide safety, and negotiation of the Convention for the Protection of the Natural Resources and Environment of the South Pacific Region. The convention was adopted in Noumea in 1986. Six years later, an

In 1978, a workshop on environmental planning and assessment was held in Papua New Guinea. The intensive seven-week-long workshop was designed to provide middle-level officers from island governments with exposure to as many aspects of environmental planning and assessment, such as the health of coral reefs, as time permitted. In recent years, SPC's work has raised awareness of the dangers of using cyanide fishing to service the aquarium and restaurant sectors.



En 1978, un cours sur la planification et l'évaluation écologique s'est tenu en Papouasie-Nouvelle-Guinée, Très chargé, il a duré sept semaines. Le cours avait pour objet de faire connaître dans les délais impartis, de nombreux aspects de la planification et de l'évaluation écologiques, telle la bonne santé des récifs coralliers, aux fonctionnaires des gouvernements insulaires. Ces dernières années, les travaux de la CPS ont permis de sensibiliser les services des pêches aux dangers de la pêche au cyanure pour l'aquariophilie et la restauration.

Pour Esika Macu Salato, le but premier de toute organisation régionale, telle que la CPS, consistait à aider les Océaniens à subvenir à ces besoins. Il déclara que la CPS avait été créée par de grands pays situés en dehors de la région au profit des peuples océaniques, mais que les pays insulaires avaient désormais leur place à côté des pays fondateurs, de plus en plus conscients de l'importance de la collaboration régionale en vue de répondre à des besoins communs. Le régionalisme restait certes une notion difficile à cerner, mais Salato considéra que "l'unité dans la diversité" en était sans doute la définition la plus heureuse. En dépit de ses disparités géographiques, linguistiques et culturelles, la région partageait des traditions, des intérêts et des points de vue communs, et considérait l'océan Pacifique comme la principale ressource de tous les Océaniens. Par ailleurs, elle connaissait les mêmes problèmes, notamment de transport et de communication.

Durant le mandat d'Esika Macu Salato à la tête de la CPS, les avantages de plus en plus évidents d'une approche régionale du développement conduisirent à la création du Forum des Îles du Pacifique, qui déboucha sur la mise en place d'une ligne maritime régionale (*Pacific Forum Line*) en 1977 et sur la création de l'Agence des pêches du Forum en 1979. Ces deux projets furent débattus et soutenus par les participants à la Conférence du Pacifique Sud, tandis qu'un troisième, axé sur la coopération régionale – le Fonds régional de développement –, se révéla être moins concluant. À l'époque, les petits États et Territoires insulaires éprouvaient des difficultés à obtenir des aides financières au développement et, selon les instructions de la 17e Conférence du Pacifique Sud, en 1978, la CPS organisa une réunion en vue d'envisager la mise en place d'un fonds régional pour aider ces petits pays. Les participants à

cette réunion remirent un avis défavorable, mais demandèrent à la CPS d'examiner les possibilités d'obtenir des subventions de la Banque asiatique de développement (BASD) en faveur de ces pays, et prièrent instamment les pouvoirs publics de veiller à la mise en place de mécanismes efficaces, d'une part, pour établir une "étroite collaboration régionale en vue d'adopter des approches communes vis-à-vis des bailleurs de fonds" et, d'autre part, pour fournir l'assistance technique dont les petits pays océaniques avaient besoin pour utiliser l'aide de manière optimale.

Cependant, une autre proposition de collaboration régionale fut cette fois retenue. Tant la Conférence du Pacifique Sud que le Forum du Pacifique Sud voyaient avec intérêt la réalisation de travaux sur l'environnement à l'échelon régional. Les participants à la 18e Conférence, tenue en 1978, analysèrent des propositions détaillées relatives à la première phase du Programme régional océanique de l'environnement (PROE), qui fut finalement lancé en 1980 en tant que projet conjoint de la CPS et du Bureau de coopération économique du Pacifique Sud, avec le concours du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP). Une réunion d'experts techniques et de représentants des autorités nationales eut lieu en juin 1981 en vue d'élaborer un plan d'action pour le PROE qui, très rapidement, engloba, d'une part, de grands projets sur la qualité des eaux intérieures et côtières, les écosystèmes côtiers, l'innocuité des pesticides et, d'autre part, la négociation de la Convention sur la protection des ressources naturelles et de l'environnement de la région du Pacifique Sud. Cette convention fut adoptée à Nouméa en 1986. Six années plus tard, il fut décidé, à l'occasion d'une réunion intergouvernementale,

intergovernmental meeting decided that meeting the environmental needs of island countries and territories required an independent body and in 1991 SPREP became an autonomous regional organisation based in Apia, Samoa.

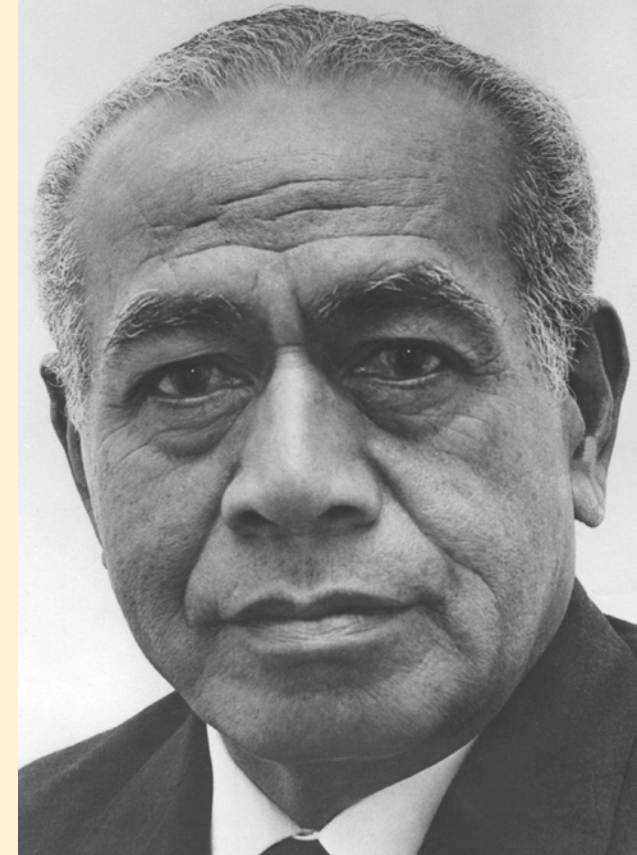
Between 1978 and 1983, regional collaboration was further boosted with changes to the criteria for SPC membership that – to quote Dr Salato – made SPC an organisation that ‘embraced independent and dependent islands, and brought islanders from English and French speaking territories on to common ground’.



DR E. MACU SALATO (FIJI)

SPC Secretary-General from December 1975 to June 1979

Dr Esika Macu Salato was born on the Fiji island of Matuku, Lau Province, in 1915. He graduated from the Fiji School of Medicine (FSMed) in 1935, and after serving with the Fiji Royal Naval Volunteer Reserve during World War II was awarded a scholarship to study tuberculosis in England. He returned to Fiji to begin a long and dedicated career in medicine, initially with Fiji's TB Unit, and in local government. His career was marked by several firsts. He was the first graduate of FSMed to be appointed Senior Medical Officer (1968), and the first to reach the level of director when he became Assistant Director of Medical Services (Health) in 1969 and later Director of Curative Medical Services in 1971. From 1960 to 1972 he was an elected member of the Suva City Council and when he was elected Mayor of Suva in 1970, he was the first Fijian to hold the office. During the same period he was a member of Fiji's Great Council of Chiefs, chairman of a school board and a member of the Standing Committee of the Anglican Diocese of Polynesia. After 36 years, he retired from the Government Service in Fiji in December 1972 and spent the next six months as Fiji's Acting High Commissioner in London and Ambassador to the EEC in Brussels. From 1973 to 1975 he was first a member then the leader of the Fiji delegation to the South Pacific Conference before accepting the post of Secretary-General of SPC in October 1975. His three-year appointment was extended by six months before he retired from SPC in June 1979. Dr Salato was made a Commander of the Order of the British Empire (CBE) in 1973. He died in Auckland in 1990.





qu'un organisme indépendant devait être mis en place pour répondre aux besoins des États et Territoires insulaires océaniques dans le domaine de l'environnement et, en 1991, le PROE devint une organisation régionale autonome qui a aujourd'hui son siège à Apia (Samoa).

Entre 1978 et 1983, la collaboration régionale prit un nouveau départ grâce à la modification des critères d'adhésion à la CPS qui – pour reprendre les termes utilisés par Esika Macu Salato – faisaient de la CPS une organisation qui “regroupait des îles dépendantes et indépendantes, et plaçait sur un socle commun les Territoires de langue française et de langue anglaise”.

ESIKA MACU SALATO (ÎLES FIDJI)

Secrétaire général de la CPS de décembre 1975 à juin 1979

Esika Macu Salato est né en 1915 à Makutu (Îles Fidji) dans la province de Lau. Il obtient son diplôme de l'École de médecine de Fidji en 1935 et, après avoir servi dans les forces navales de son pays au cours de la Deuxième Guerre mondiale, il obtient une bourse d'étude qui lui permet de rejoindre l'Angleterre pour se spécialiser dans le domaine de la tuberculose. Il rentre ensuite aux Îles Fidji pour se consacrer exclusivement, pendant de longues années, à la médecine, dans un premier temps, au sein du service national de lutte contre la tuberculose, puis dans un service local. Tout au long de son parcours, il est souvent “le premier”. Ainsi, il est le premier diplômé de l'École de médecine de Fidji à être nommé Médecin chef (*Senior Medical Officer*) en 1968, et le premier à assumer un poste de direction en devenant Directeur adjoint des Services médicaux (Santé) en 1969 et, par la suite, Directeur des Services de médecine curative en 1971. Entre 1960 et 1972, il est membre élu du Conseil municipal de Suva et, lorsqu'il devient maire de la ville en 1970, il est le premier Fidjien à occuper ce poste. Pendant cette même période, il est membre du Grand conseil des Chefs, président d'un conseil d'école et membre du Comité permanent du diocèse anglican de la Polynésie. En décembre 1972, après 36 ans de service, il quitte ses fonctions au service de l'État fidjien et séjourne pendant six mois à Londres en tant que Haut-Commissaire par intérim du gouvernement fidjien avant de devenir ambassadeur de son pays auprès de la Communauté économique européenne (CEE) à Bruxelles. Entre 1973 et 1975, il est d'abord membre puis chef de la délégation fidjienne à la Conférence du Pacifique Sud avant d'accepter le poste de Secrétaire général de la CPS en octobre 1975. Esika Macu Salato dirige l'Organisation pendant trois ans et demi avant de prendre sa retraite en juin 1979. Il est fait Commandeur de l'Ordre de l'Empire britannique en 1973. Il s'éteint à Auckland en 1990.



The Rural Water Supply and Sanitation Programme began in 1978. The Ti'avea Scheme in Samoa was a pilot project. Dr Salato took a personal interest in the project and visited Ti'avea in 1978. Safe drinking water and good nutrition continue to be a priority for SPC today.

Le programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement des villages mis en œuvre à Ti'avea, Samoa, en 1978 était un projet pilote auquel le Dr Salato s'était vivement intéressé; il s'est rendu à Ti'avea en 1978. De nos jours (sur cette photo), la CPS continue d'accorder une grande priorité à la nutrition et à la disponibilité en eau potable.

Equal status for all members – Saipan Conference 1983

At the 18th South Pacific Conference in October 1978, delegates agreed to amend Article XXI of SPC's founding document, the Canberra Agreement. The amendment allowed any government within the territorial scope of SPC and either fully independent or in free association with a fully independent government to accede to the Canberra Agreement and thus become a full member of SPC if invited to do so by all participating governments. Previously, only independent countries could become full members.

That decision was an important step towards the resolution of the 23rd South Pacific Conference in Saipan in October 1983 that gave all 27 governments and administrations that attended the conference full and equal membership in SPC, thus admitting American Samoa, Federated States of Micronesia, French Polynesia, Guam, Kiribati, Marshall Islands, New Caledonia, Northern Mariana Islands, Palau, Pitcairn Islands, Tokelau, Tonga, Vanuatu, and Wallis and Futuna. The resolution was foreshadowed in the *Secretary-General's Review of the South Pacific Commission* published in April 1983. In his review, then Secretary-General Francis Bugotu wrote that 'the present functioning of the organisation has in large measure outrun its constitutional structure ... and change is necessary'. In August, the recommendations of the review were discussed at a special meeting in Canberra of the Committee of Representatives of Participating Governments (CRPG) at which delegations from non-members of the committee expressed their keenness to play a greater role in SPC decision-making and willingness to pay higher contributions to the budget. Mr Bugotu considered this to be a sign of



faith in the Commission's work and an expression of 'our desire in the region to belong together, with a solidarity of purpose, in our endeavours to help ourselves'.

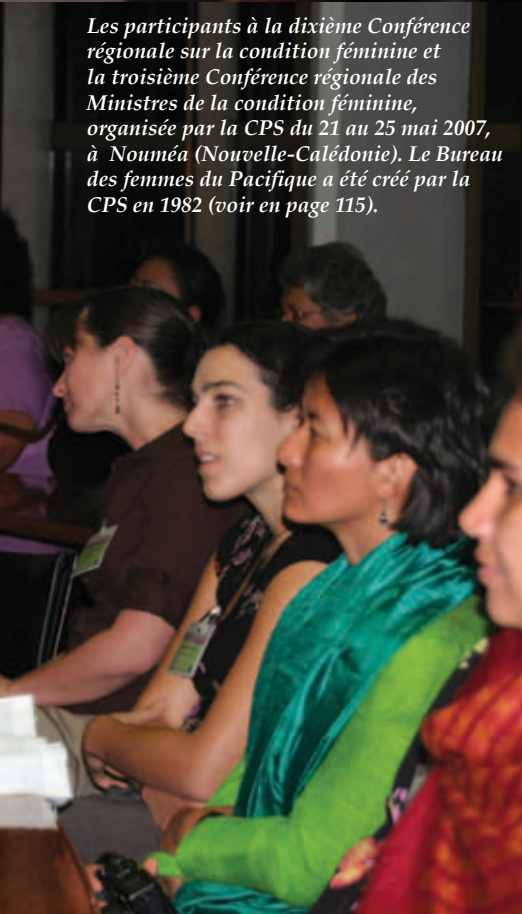
A non-political Pacific organisation

The 1983 Saipan resolution was a milestone for SPC, marking its evolution from its origins as an externally administered organisation to one that was truly representative of all Pacific Island people with all members sharing equally in decision-making. By ignoring the political standing of members, the decision affirmed SPC's status as a non-political body. The resolution also saw all member governments and administrations take on financial responsibility for SPC, with contributions based on an agreed formula.





Participants at the 10th Triennial Conference of Pacific Women and 3rd Pacific Ministerial on Women (Noumea, New Caledonia, 27–31 May 2007). The conference was sponsored by SPC, which established the Pacific Women's Bureau in 1982 (see page 114).



Les participantes à la dixième Conférence régionale sur la condition féminine et la troisième Conférence régionale des Ministres de la condition féminine, organisée par la CPS du 21 au 25 mai 2007, à Nouméa (Nouvelle-Calédonie). Le Bureau des femmes du Pacifique a été créé par la CPS en 1982 (voir en page 115).

Tous les membres sur un pied d'égalité à la Conférence de Saipan (1983)

Lors de la 18e Conférence du Pacifique Sud, tenue en 1978, les délégués approuvèrent l'amendement de l'article XXI de la Convention de Canberra, l'acte fondateur de la CPS. Aux termes de cet amendement, toute entité étatique ou Territoriale dont le territoire est situé dans le ressort territorial de la Commission et qui est, soit pleinement indépendant, soit librement associé avec un État indépendant [...], pourra, s'il y est invité par tous les États membres, devenir partie à la Convention. Auparavant, seuls des États indépendants pouvaient devenir membres de plein droit de la CPS.

Cette décision constitua un jalon important avant l'adoption par la 23e Conférence du Pacifique Sud, tenue en octobre 1983 à Saipan, d'une résolution permettant aux 27 États et Territoires qui participaient à la Conférence de jouir du statut de membres égaux et de plein droit de la CPS ; les Samoa américaines, les États fédérés de Micronésie, la Polynésie française, Guam, Kiribati, les Îles Marshall, la Nouvelle-Calédonie, les Îles Mariannes du Nord, Palau, Pitcairn, Tokelau, les Tonga, Vanuatu et Wallis et Futuna devenaient ainsi membres à part entière de la CPS. Cette résolution apparaissait déjà en filigrane dans l'Examen de la Commission du Pacifique Sud effectué par le Secrétaire général et publié en avril 1983. Dans ce document, Francis Bugotu, Secrétaire général de l'époque, notait : "Le fonctionnement actuel de l'Organisation déborde largement sa structure constitutionnelle... des modifications s'imposent". En août, les recommandations formulées par la mission d'évaluation furent examinées à Canberra, lors d'une session extraordinaire du Comité des

délégués des gouvernements membres, au cours de laquelle les délégations des pays non membres du Comité firent part de leur volonté de jouer un rôle accru dans la prise de décisions de la CPS et de contribuer plus largement au budget. Francis Bugotu considéra qu'il s'agissait là d'une marque de confiance à l'égard des travaux de la Commission ainsi que de l'expression du "désir de cohésion de la région, soucieuse d'être solidaire dans ses objectifs et dans ses efforts d'autonomisation".

Une organisation océanienne apolitique

La résolution de Saipan de 1983 marqua un tournant dans l'histoire de la CPS, scellant la dernière phase d'une évolution qui lui permit de passer d'une organisation gérée de l'extérieur à une institution véritablement représentative de tous les peuples insulaires du Pacifique, tous ses membres participant à la prise de décisions sur un pied d'égalité. En faisant abstraction du contexte politique de ses membres, cette décision consolidait le statut apolitique de la CPS. Par ailleurs, elle engageait tous les États et Territoires à assumer des responsabilités financières à l'égard de la CPS en versant des contributions calculées sur la base d'une formule préalablement approuvée.

Toutefois, pour reprendre l'expression d'un commentateur, cette "réflexion progressiste", à l'origine de la résolution de Saipan, eut aussi ses détracteurs qui déclarèrent que, en réalité, l'adhésion des Territoires dépendants donnait respectivement à la France et aux États-Unis d'Amérique trois et six voix supplémentaires lors des conférences.

According to one commentator, however, the 'burst of enlightened thinking' that led to the Saipan resolution had its detractors, who claimed that admitting dependent territories effectively gave France three more votes at conferences and the USA six more.

The changes to the governance of SPC in 1983 also included combining the roles of the CRPG and Planning and Evaluation Committee into a new body, CRGA (Committee of Representatives of Governments and Administrations), and clearly established the South Pacific Conference as the highest decision-making body. The effect of these changes was to re-emphasise that SPC, unlike other regional organisations, was the only body that regularly brought together representatives of all countries and territories in the region, and that its activities were controlled by its members. According to Secretary-General Bugotu, the continued exclusion of political discussion from the conference gave SPC the freedom to be an effective technical assistance organisation that could provide the tools of self-reliance that members needed to be truly independent.

SPC's ambitious work programme

A look back at the work that SPC was doing in its fourth decade shows that its programmes had an increasingly practical focus, in keeping with what was termed its 'island-directed approach', and that they also covered a very wide scope. Alongside long-standing activities such as management of marine resources and community education, programmes included appropriate technology for rural areas, which took in solar generation of electricity and water supply and sanitation systems; rural employment; atoll self-sufficiency; mobile training for youth and community

development; family-level production of food crops; food hygiene; dental health; prevention of respiratory diseases; detection of illegal drug activities; and research on Pacific migration and population.

In overseeing this active organisation, the Secretary-General was supported by a Director of Programmes and a Director of Administration. In 1977, William Brown and Donald Stewart were respectively appointed to these positions, with the 17th South Pacific Conference adopting a resolution that SPC's work programme should be implemented 'by officers who understand the needs of and are acceptable to island states and territories'.

Annual reports from the period contain detailed descriptions of the work and training carried out in many areas, as the following examples show:

- The rural water supply programme gave training in windmill maintenance and water tank construction to council workers on Nikanau Atoll, Kiribati, and developed plans for water reticulation in villages in several other countries.
- The deep sea fisheries development project assessed the deep-bottom resources of the outer reef slopes of several islands and demonstrated techniques for exploiting the resource to government staff and local people. The project was considered an 'immense success' and the 1980 Regional Fisheries Meeting recommended its expansion to include the 'evaluation and demonstration of other fishing techniques that would enable artisanal fishermen to further diversify'.
- The Socio-Economics Unit, which was staffed by a statistician, a demographer and an economist among others, gave six-week training courses in collecting and analysing statistical data in several countries,





La gouvernance de la CPS connut également une évolution, notamment en 1983 lorsque le Comité des délégués des gouvernements membres et le Comité d'évaluation et de planification fusionnèrent pour donner naissance au Comité des représentants des gouvernements et administrations (CRGA), confortant la Conférence du Pacifique Sud dans son rôle d'organe de décision suprême. Ces changements eurent pour effet de renforcer le rôle fédérateur de la CPS qui, contrairement aux autres organisations régionales, était la seule à réunir régulièrement les représentants de tous les États et Territoires de la région, lesquels, de surcroît, avaient un droit de regard sur ses activités. Selon le Secrétaire général Francis Bugotu, l'exclusion systématique de tout débat politique donnait à la CPS toute la "liberté requise pour être une organisation d'assistance technique efficace... capable de fournir à ses membres les outils d'autodéveloppement leur permettant d'être réellement indépendants".

Un programme de travail ambitieux

L'analyse rétrospective de l'action menée par la CPS au cours de sa quatrième décennie d'existence révèle que ses départements et sections firent preuve d'un pragmatisme croissant pour rester en phase avec ce qu'il était coutume d'appeler "l'approche insulaire de l'Organisation", mais qu'ils couvraient un éventail de domaines particulièrement large. Outre les activités traditionnelles telles que la gestion des ressources marines et l'éducation communautaire, les départements et sections s'occupaient de la mise en place de techniques adéquates en milieu rural comme, par exemple, l'utilisation de l'énergie solaire pour produire de l'électricité, la mise en place de systèmes d'approvisionnement en eau potable et d'installations sanitaires ; l'emploi en

milieu rural ; l'autosuffisance sur les atolls ; la formation itinérante au profit du développement de la jeunesse et des collectivités ; la production vivrière à l'échelon domestique ; l'hygiène alimentaire et dentaire ; la prévention des maladies respiratoires ; la lutte contre le trafic de drogue ; et les recherches sur la démographie et la migration dans la région océanienne.

Pour superviser l'Organisation, active sur tous les fronts, le Secrétaire général était épaulé par un Directeur des programmes et un Directeur des services. En 1977, William Brown et Donald Stewart furent respectivement nommés à ces postes, et la 17e Conférence du Pacifique Sud adopta une résolution préconisant de confier la mise en œuvre du programme de travail de l'Organisation à "des agents qui aient une parfaite connaissance des besoins et recueillent l'assentiment des États et Territoires insulaires océaniques."

Les rapports annuels de cette période contiennent des informations détaillées sur les travaux réalisés et la formation dispensée dans ces domaines, comme le montrent les exemples suivants :

- Le Programme d'approvisionnement en eau en milieu rural permit à la CPS de former les agents du Conseil de l'atoll de Nikanau (Kiribati) à l'entretien de moulins à vent et de pompes manuelles, ainsi qu'au montage de citernes d'eau, et d'élaborer des plans d'extension des réseaux d'alimentation en eau dans les villages dans plusieurs autres pays.
- Le Projet de développement de la pêche au demi-large permit d'évaluer les ressources halieutiques des tombants externes profonds ainsi que de former la population locale et les agents du secteur public à l'utilisation des techniques d'exploitation de ces ressources. Le projet eut un succès jugé "retentissant"

organised special training on collecting data for employment planning, and assisted in census planning and processing of population data for use in policy-making. Dr Feleti Sevele, appointed as economist in mid-1978, published a paper entitled 'How successful is small-holding farming in the South Pacific Islands?' (*South Pacific Bulletin*, 1st quarter 1980), which examined the realities of developing commercial agriculture in the region. Using the rise and fall in banana exports from the 1960s to mid-1970s and the Fiji sugar industry as examples, he concluded that the prevailing small-holder system needed organisational and structural changes if more farmers were to make the difficult transition to commercial cropping. (Dr Sevele became Prime Minister of Tonga in 2006.)

The SPC Plant Protection Officer visited Cook Islands and Samoa in 1978, where he gave farmers field training sessions on controlling problems in banana. The main emphasis was on training spray teams and explaining calibration methods. Participants said it was the first time that spraying techniques had been practically and effectively explained to them.

Budget realities

At the 1980 South Pacific Conference in Port Moresby, Young Vivian, Secretary-General from 1979 to 1982, noted that SPC had attracted USD 2 million from external sources for specific projects, such as skipjack assessment and rural water supplies, and he expected this trend to continue. However, the scope of SPC's programmes was ambitious given the resources available, and the 1981 Planning and Evaluation Committee meeting recommended cutting back on several activities. At the 1981 South Pacific Conference, Young Vivian apologised to members for not being able to respond to a number of requests made during the year because of a shortage of money. The core budget had not increased since 1978, and inflation and the decline in the purchasing power of the Central Pacific Franc had curtailed SPC's ability to respond to requests. This shortfall in funding continued to be a problem and at the end of the decade, in his address to the 27th South Pacific Conference in 1987, Secretary-General Palauni Tuiasosopo spoke of the 'serious and growing imbalance between our programme objectives on the one hand and our logistical ability to carry them out effectively on the other'.





et les participants à la Conférence technique régionale sur les pêches de 1980 recommandèrent d'étendre le projet en vue d'inclure "l'évaluation et la démonstration d'autres techniques de pêche qui permettent aux artisans pêcheurs de diversifier davantage leur production".

- Le Département des affaires socio-économiques qui comptait, entre autres, un statisticien, un démographe et un économiste, dispensa des cours de formation de six semaines à la collecte et à l'analyse de données statistiques dans plusieurs pays, organisa une formation spéciale à la collecte de données en vue de planifier l'emploi, et participa à l'organisation d'un recensement et au traitement des données démographiques devant par la suite servir de base à la prise de décisions. Feleti Sevele, recruté à un poste d'économiste dans le courant de l'année 1978, publia un document intitulé *L'avenir de la petite exploitation agricole en Océanie* (*Bulletin du Pacifique Sud*, premier trimestre 1980) dans lequel il analysait les réalités du développement de l'agriculture commerciale dans la région. Prenant comme exemple l'essor des exportations de bananes dans les années 60 jusqu'à leur déclin au milieu des années 70, ainsi que l'industrie fidjienne du sucre, il conclut que le système de la petite exploitation individuelle devait faire l'objet d'une réorganisation et de réformes structurelles pour permettre à un nombre croissant d'agriculteurs d'opérer la difficile transition vers une agriculture commerciale. Feleti Sevele devint Premier Ministre des Tonga en 2006.

Réalité budgétaire

Lors de la Conférence du Pacifique Sud tenue à Port-Moresby en 1980, Young Vivian, Secrétaire général de 1979 à 1982, souligna que la CPS avait recueilli 2 millions de dollars É.-U. auprès de sources externes afin de mener à bien des projets particuliers, comme l'évaluation des stocks de bonites et la mise en place de systèmes d'approvisionnement en eau potable en milieu rural, et il indiqua que cette tendance allait se poursuivre. Cependant, le champ d'activité de la CPS était ambitieux, compte tenu des ressources disponibles ; aussi le Comité d'évaluation et de planification, réuni en 1981, recommanda-t-il de réduire certains projets. Lors de la Conférence du Pacifique Sud de 1981, Young Vivian, Secrétaire général en exercice, présenta ses excuses aux représentants des États et Territoires insulaires océaniques, car la CPS n'avait pas pu, cette année-là, honorer un certain nombre de demandes en raison de contraintes budgétaires. En effet, non seulement le budget ordinaire n'avait pas augmenté depuis 1978, mais l'inflation et la dépréciation du franc Pacifique empêchèrent la CPS de donner une suite favorable aux demandes qui lui avaient été faites. Ces problèmes de trésorerie persistèrent et, à la fin de la décennie, dans le discours qu'il prononça devant les participants à la 27e Conférence du Pacifique Sud, tenue en 1987, le Secrétaire général Palauni Tuiasosopo évoqua les "graves déséquilibres, de plus en plus fréquents, entre, d'une part, les objectifs de nos projets et, d'autre part, notre capacité logistique de les atteindre".

Le spécialiste de la protection des végétaux de la CPS s'est rendu aux Iles Cook et au Samoa en 1978 pour donner des cours de formation sur le terrain dans le domaine de la lutte contre les maladies des bananiers. Il s'est essentiellement occupé de former des équipes de pulvérisation, et d'expliquer les méthodes de calibrage. Les participants ont déclaré que pour la première fois, les techniques de pulvérisation leur avaient été expliquées de façon pratique et efficace.

HON. M. YOUNG VIVIAN (NIUE)

SPC Secretary-General from July 1979 to June 1982

Mititaiagimene Young Vivian was born in Niue in 1935. He graduated from Ardmore Teachers College, Victoria University, in Wellington, New Zealand, and began a 10-year teaching career, first in New Zealand secondary schools and then in Niue. After being elected to the Niue Assembly in 1969, he became Minister of Education, Agriculture, Economic Development, Cultural Activities, Women, Youth and Sport. He was also chairman of the Niue Development Board. From 1970 to 1973, Mr Vivian was a member of Niue's constitutional negotiation team and in 1973 and 1974 he attended sessions of the UN Fourth Committee as a member of the New Zealand mission to the UN to discuss Niue's constitutional status. He was appointed Secretary-General of SPC in July 1979. During his term, Cook Islands and Niue became participating governments of SPC and despite budget constraints, there were notable advances in the work programme, including the establishment of the Pacific Women's Bureau and the Tuna and Billfish Assessment Programme. He was an advocate of the 'Pacific way' and while at SPC, he emphasised the benefits of regional cooperation. In June 1982, he completed his term in office as Secretary-General and returned to Niue, where he once again became a member of the Niue Assembly. Mr Vivian became Premier of Niue in 2002, an office that he still held in 2007.



Some long-term programmes, such as the dental care and English language programmes, ended – the latter being transferred to the University of the South Pacific in 1988. The focus of others, such as the nutrition programme, continued to alter with changes in Pacific societies. In the late 1970s and early 1980s, concern was already being expressed about growing reliance on imported food and the increased incidence of diabetes. An article in SPC's quarterly bulletin in 1978 stressed that instances of malnutrition in the Pacific Islands were a follow-on from the rapid move from subsistence economies towards wage-based economies and migration to urban centres. Along with SPC's nutrition programme, parts of several health, youth and agriculture projects were aimed at remedying the situation by encouraging growing, marketing and eating more traditional food.

Relatively large programmes were carried out by small numbers of staff, who often relied on short-term consultants, and sometimes volunteers, to fill the gaps. The agriculture programme, for example, was staffed by only two professional officers – a tropical agriculturist and a plant protection officer. The programme's work plan for 1983 stated that the programme would take a multi-disciplinary approach and would rely on inputs from all SPC staff, particularly in the areas of health, energy and community development. Activities in agriculture during this period included the production of traditional crops; home economics; coconut intercropping and coconut by-products; and training in animal husbandry, pesticide use and quarantine services. Another important programme, Environmental Health, had only one professional officer, who used the services of US Peace Corps volunteers to implement projects in villages.



SPC's public health activities extended to dental health. The work of the Dental Public Health Officer included research into the prevention of dental diseases, training in preventive dentistry and advisory visits to countries and territories. The officer also acted as consultant to the International Dental Federation.

MITITAIAGIMENE YOUNG VIVIAN (NIUE)
Secrétaire général de la CPS de juillet 1979 à juin 1982

Mititaiagimene Young Vivian est né à Niue en 1935. Il obtient son diplôme du *Ardmore Teachers College*, Université Victoria, à Wellington (Nouvelle-Zélande) et enseigne pendant dix ans dans différents établissements d'enseignement secondaire en Nouvelle-Zélande et à Niue. Après son élection à l'Assemblée de Niue en 1969, il devient Ministre de l'éducation, de l'agriculture, du développement économique, de la culture, de la promotion de la condition féminine, de la jeunesse et des sports. Il est également président du Conseil de Niue pour le développement. De 1970 à 1973, Mititaiagimene Young Vivian est membre d'une équipe chargée des négociations sur la Constitution de Niue et, en 1973 et 1974, il participe aux sessions de la Quatrième Commission des Nations Unies en tant que membre de la mission néo-zélandaise auprès des Nations Unies en vue de débattre le

statut constitutionnel de Niue. Il est nommé Secrétaire général de la CPS en juillet 1979. Pendant son mandat à la tête de l'Organisation, les Îles Cook et Niue rejoignent la CPS et, en dépit de contraintes budgétaires, des progrès considérables sont accomplis, notamment la mise en place du Bureau technique des femmes du Pacifique et du Programme d'évaluation des thonidés et marlins. Mititaiagimene Young Vivian est un fervent défenseur de "l'esprit océanien" et, tout au long de son mandat, il met en avant les avantages de la coopération régionale. En juin 1982, il quitte son poste de Secrétaire général et rentre à Niue où il réintègre l'Assemblée. Il devient Premier Ministre de Niue en 2002, poste qu'il occupait toujours en 2007.



Les activités de la CPS en matière de santé publique se sont étendues aussi au domaine de la santé dentaire. Le travail du spécialiste de la santé dentaire a porté sur la recherche en matière de prévention des affections dentaires, la formation en dentisterie préventive et des missions de conseils aux pays et territoires océaniques. Il faisait également office de consultant auprès de la Fédération dentaire internationale.

Certains programmes de longue haleine, tels que la campagne en faveur de l'hygiène dentaire et l'enseignement de l'anglais prirent fin, ce second ayant été transféré à l'Université du Pacifique Sud en 1988. D'autres départements de la CPS, tels que la Section nutrition, continuèrent d'adapter leurs priorités à l'évolution des sociétés océaniques. À la fin des années 70 et au début des années 80, la dépendance croissante vis-à-vis des aliments importés et l'augmentation du diabète étaient déjà sources d'inquiétude. Un article publié en 1978 dans le bulletin trimestriel de la CPS révélait que les cas de malnutrition dans les États et Territoires insulaires océaniques résultaient de la transition rapide d'une économie de subsistance à une économie de marché et d'un exode rural important. Outre les activités de la Section nutrition de la CPS, plusieurs projets des domaines de la santé, de la jeunesse et de l'agriculture prévoyaient entre autres de remédier à cette situation en encourageant la culture, la commercialisation et la consommation de produits traditionnels.

Des projets relativement importants furent menés à bien par des agents qui étaient peu nombreux et

dépendaient souvent de consultants intervenant de manière très ponctuelle ainsi que, parfois, de volontaires appelés en renfort. Par exemple, le Département de l'agriculture comptait uniquement deux cadres professionnels : un expert en agriculture tropicale et un agent spécialisé dans la protection des végétaux, alors que le programme de travail de 1983 stipulait que le Département devait adopter une approche pluridisciplinaire et qu'il comptait sur la contribution de l'ensemble du personnel de la CPS, en particulier les agents de la santé, de l'énergie et du développement communautaire. Le Département était notamment chargé de mener les activités suivantes dans le domaine agricole : produits traditionnels, économie domestique, culture intercalaire du cocotier et produits dérivés de la noix de coco, formation à l'élevage, utilisation de pesticides, et services de contrôle zoo et phytosanitaire. La Section salubrité de l'environnement, particulièrement importante, disposait d'un seul agent professionnel qui avait recours aux services du Corps des volontaires de la paix des États-Unis d'Amérique pour mener à bien les projets dans les villages.

New directions for development

Two significant programmes established during the decade, both when Young Vivian was Secretary-General, were the Pacific Women's Resource Bureau and the Tuna and Billfish Assessment Programme.

In 1981, halfway through the UN Decade for Women (1976–1985), the Seminar of South Pacific Women in Papeete, Tahiti, asked SPC to set up a Women's Resource Bureau. Their request was endorsed by the 21st South Pacific Conference in the same year, although a Papua New Guinea delegate pointed out that while one of the conference's themes was 'Women in development', few countries had included women in their delegations. In his address to the conference, Young Vivian called for strong support for the bureau, saying that without it there would be 'continual difficulties in establishing meaningful women's projects'. A plan of action was adopted by the meeting despite some countries reserving agreement on all clauses of the strongly worded preamble, which referred to colonial and economic imperialism and the dumping of nuclear waste.

The new bureau began functioning in 1982 after the appointment of Vanuatu journalist and activist Hilda Lini as the Women's Programme Officer, a post she held from 1982 to 1987. Six months after joining SPC, she spoke of the difficulties of deciding which priorities to tackle, noting the importance of projects on women's and children's health and nutrition, pre-school development and a socio-economic survey of women, but lamenting the lack of funding to ensure their continuation. Addressing a regional meeting on rural development in 1983, she



The bait net being hauled during day baiting on board the Hatsuori Maru No. 5, the Japanese fishing boat used in the final year of SPC's three-year skipjack survey.

Le halage du filet à appâts au cours d'un appâtage de jour à bord du Hatsuori Maru 5, le bateau de pêche japonais utilisé pendant la dernière année du programme d'étude de trois ans sur la bonite, mené par la CPS.



Nouveaux axes de développement

Deux outils importants furent mis en place pendant cette décennie, lorsque Young Vivian était à la tête de l'Organisation : le Bureau technique des femmes du Pacifique et le Programme d'évaluation des thonidés et marlins.

En 1981, au milieu de la Décennie des Nations Unies pour la femme (1976-1985), les participants au Séminaire des femmes du Pacifique Sud, tenu à Papeete (Tahiti), demandèrent à la CPS de mettre en place un Bureau technique des femmes du Pacifique, requête approuvée par la 21e Conférence du Pacifique Sud tenue cette même année. Certes, un délégué de la Papouasie-Nouvelle-Guinée pouvait faire observer en cette occasion que, si l'un des thèmes de la Conférence portait bien sur "les femmes dans le développement", peu de pays comptaient des représentantes au sein de leur délégation. Dans le discours qu'il prononça alors, Young Vivian appela les participants à appuyer sans réserve la mise en place du Bureau, arguant que cet outil était indispensable pour surmonter les "difficultés persistantes d'établir des projets réellement porteurs en faveur des femmes". Un plan d'action fut adopté à cette réunion, malgré le refus de certains pays d'entériner toutes les clauses du préambule, dont certains termes, particulièrement forts, faisaient référence à l'impérialisme colonial et économique ainsi qu'au déversement de déchets nucléaires.

Le Bureau technique des femmes du Pacifique fut opérationnel en 1982 après la nomination d'une journaliste et militante ni-Vanuatu, Hilda Lini, au poste de Chargée du Bureau des femmes, fonction qu'elle occupa de 1982 à 1987. Six mois après avoir rejoint la CPS, elle évoqua les difficultés de sélectionner les domaines prioritaires, notant l'importance des projets menés en faveur de la

santé et de la nutrition des femmes et des enfants, du développement préscolaire et d'une enquête sur la situation socioéconomique des femmes, et regrettant par la même occasion le manque de ressources financières pour poursuivre lesdits projets. Lors d'une Conférence régionale sur le développement rural, en 1983, elle attira l'attention des participants sur ce qu'elle appela la "moitié oubliée de la population rurale", insistant sur le fait que le développement était synonyme de changement et que, pour permettre cette évolution, toute planification devait reposer sur une conception moderne de la femme. Parmi les obstacles à la participation des femmes vivant en milieu rural au processus de développement elle évoqua le manque d'éducation, et le Bureau recommanda et dispensa une formation aux femmes pour leur permettre de comprendre l'action des pouvoirs publics et de participer à la prise de décisions. En 1987, Hilda Lini rentra à Vanuatu pour participer, avec succès, aux élections nationales. Elle détint différents portefeuilles ministériels jusqu'à sa démission en 1996, puis fut nommée directrice d'une organisation non gouvernementale régionale (*Pacific Concerns Resource Centre*).

Le Programme d'évaluation des stocks de bonites, mené de 1977 à 1980, fut considéré, lors d'une réunion de l'Agence des pêches du Forum, comme l'une des activités les plus concluantes de la Commission. Le marquage était utilisé pour évaluer les stocks, les flux migratoires ainsi que les taux de croissance de cette précieuse ressource. Les prises totales de bonite dans la région dépassaient les 200 000 tonnes en 1977 pour une valeur (poisson frais) de 100 millions de dollars australiens. La pêche de thonidés à l'échelle commerciale commença à se développer rapidement au début des années 80, à l'époque

drew attention to the 'forgotten 50 per cent of the rural community', stressing that development meant change and for change to occur, planning must consider women in modern terms. One of the perceived barriers to rural women participating in development was lack of education, and the bureau advocated and provided training to help women understand how government worked and how to participate in decision-making. In 1987, Hilda Lini returned to Vanuatu and successfully contested the parliamentary elections. She held several ministerial portfolios until her resignation in 1996, later becoming director of a regional non-government organisation, Pacific Concerns Resource Centre.

SPC's Skipjack Assessment Programme, which ran from 1977 to 1980, was acknowledged at an FFA meeting as one of the Commission's most successful programmes. Tagging was used to assess stock numbers, migration and growth rates of this valuable resource. Total catches of skipjack in the region exceeded 200,000 tons in 1977 and had a fresh fish value of around AUD 100 million. Commercial tuna fishing was expanding rapidly during this period. At the same time, SPC countries were taking control of their exclusive economic zones and in 1981, the skipjack programme was succeeded by the Tuna and Billfish Assessment Programme. The main priority of the programme was to set up a regional catch and effort database. Other work included assessing the interaction between pole-and-line and purse-seine fisheries, which were taking an increasing share of the catch. The value of the programme to members was acknowledged when it was extended in 1986 with the aim of establishing a permanent arrangement, the Oceanic Fisheries Programme.



Recording biological data after successfully fishing a skipjack school.

Enregistrement des données biologiques après une pêche fructueuse sur un banc de bonites.





The Prime Minister of New Zealand, the late Sir Robert Muldoon, with Secretary-General Young Vivian. The T-shirt was given to people who returned tags.

Le défunt Sir Robert Muldoon, Premier Ministre de Nouvelle-Zélande, en compagnie du Secrétaire général Young Vivian. Le t-shirt récompense le renvoi des marques.

donc où les États et Territoires membres de la CPS assumèrent eux-mêmes la gestion de leurs zones économiques exclusives. En 1981, le Programme d'évaluation des stocks de bonites céda la place au Programme d'évaluation des thonidés et marlins. La priorité absolue du Programme, financé dès le départ par des fonds extrabudgétaires, consistait à mettre en place une base de données sur les prises et l'effort en utilisant les informations consignées sur des fiches de pêche et transmises à la CPS par ses membres. Une autre activité visait à évaluer l'interaction des canneurs et des senneurs qui représentaient une part sans cesse croissante des captures. Les pays membres de la CPS reconnurent l'utilité du projet, qui fut prolongé en 1986 dans le but d'établir un dispositif institutionnel permanent, à savoir le Programme pêche hauturière.



Ending the decade on an equal footing

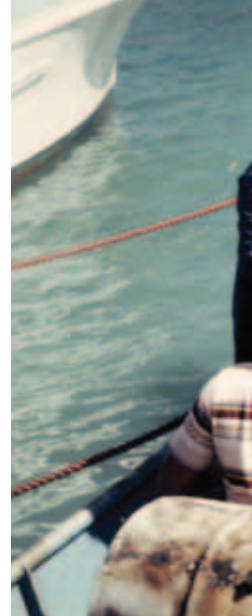
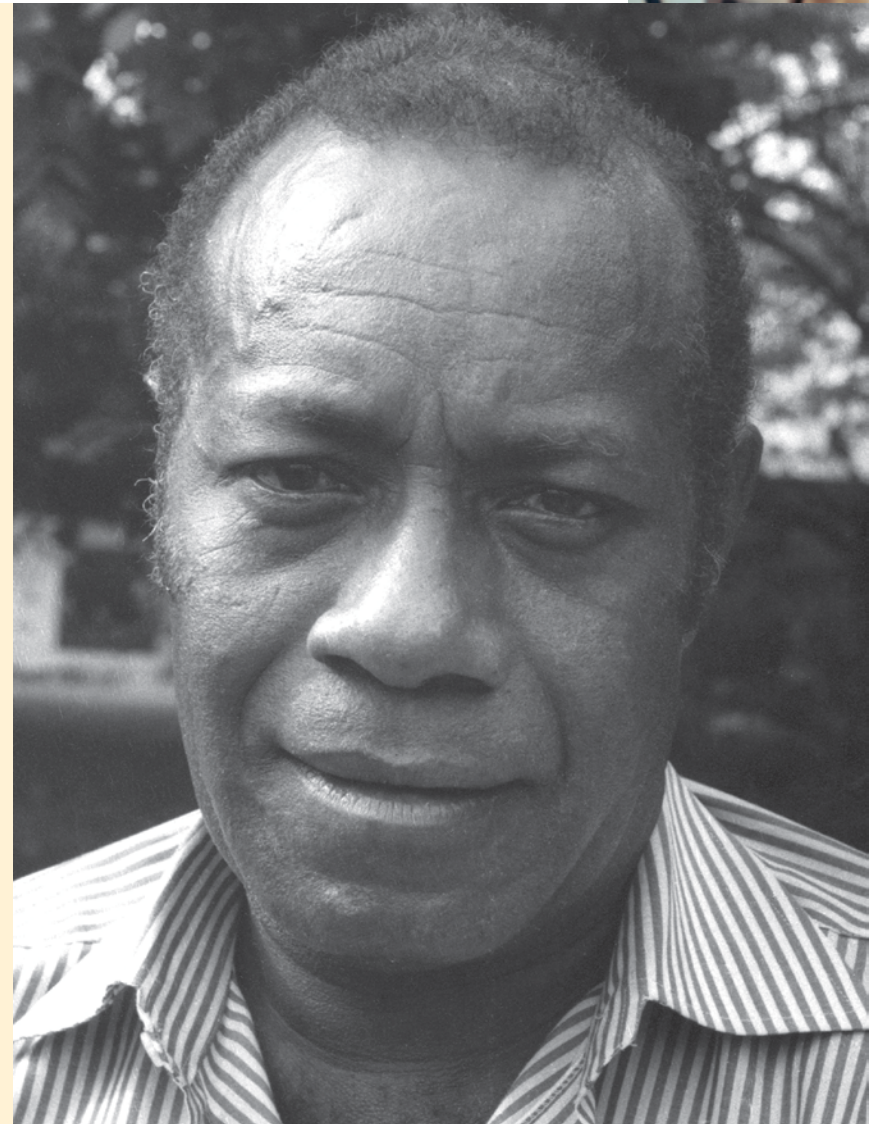
As SPC looked forward to its 40th anniversary in 1987, outgoing Secretary-General Francis Bugotu told the 26th South Pacific Conference in Papeete of his determination to ensure that development projects responded to the needs expressed by island people themselves. He was also emphatic that projects should lead to self-sufficiency, noting that governments throughout the region were evaluating their own resources and opportunities and setting their own goals. Mr Bugotu ended his address with the compliment paid to SPC by the French Prime Minister, Jacques Chirac, during his visit to New Caledonia in 1986: 'The successes of the South Pacific Commission in fostering regional development give us an idea of what can be achieved through trustful cooperation between states and territories working together on an equal footing for their common prosperity.'

Fisheries workers deploy FADs (fish aggregating devices) in Cook Islands with former Prime Minister Tom Davies.

Des techniciens des pêches déploient des dispositifs de concentration du poisson (DCP) aux Îles Cook, en compagnie de l'ancien Premier ministre Tom Davies.

MR FRANCIS BUGOTU (SOLOMON ISLANDS) SPC Secretary-General from July 1982 to November 1986

Francis Bogutu was born in Guadalcanal, Solomon Islands, in 1937. By the time he joined SPC in 1982 he had served his country as a teacher, civil servant, diplomat and writer. His long interest in education began with his graduation from Ardmore Teachers College, Auckland, in 1956. After returning to Solomon Islands, he spent several years teaching in the mission schools of the Church of Melanesia, eventually being appointed an inspector. He joined the Government Service in 1962 as an Education Officer and lectured at the Solomon Islands Teachers College and in 1968 became Chief Education Officer and Permanent Secretary in the Ministry of Education. After completing a masters degree in linguistics at Lancaster University, UK, in 1972-73 he led a review of the Solomon Islands education system, which resulted in the setting-up of provincial secondary schools designed to give a 'practical' rather than an 'academic' education. He was appointed Permanent Secretary to the Chief Minister and Council of Ministers of the Solomon Islands government in 1976, and held the position till 1978 when Solomon Islands became independent. Independence saw the beginning of his diplomatic career when he became Secretary for Foreign Affairs and a roving ambassador. He was accredited as Solomon Islands Ambassador to the USA, UN, EEC, West Germany and Sweden, and High Commissioner to Australia, Canada, New Zealand and the UK. A memoir of the time by a US aid official noted that 'this one-man diplomatic corps' had only two clerical assistants to help him and was complaining of 'being besieged by donor agencies' wanting to finance more projects than his government could absorb. He was greatly interested in the culture of his country and wrote a play called 'This Man' and several essays, including 'The Impact of Western Culture on Solomon Islands Society'. He brought to SPC first-hand knowledge of both international relations and of grassroots issues in the Pacific. Mr Bogutu was awarded the CBE in 1979. He died in 1992.





Une fin de décennie sur un pied d'égalité

Alors que la CPS s'apprêtait à fêter son 40e anniversaire en 1987, le Secrétaire général sortant Francis Bugotu, dans un discours prononcé lors de la 26e Conférence du Pacifique Sud à Papeete, réaffirma qu'il s'engageait à ce que les projets de développement répondent aux besoins particuliers des Océaniens et leur permettent d'être autosuffisants. Il souligna avec force que les projets devaient viser l'autosuffisance, notant que les États et Territoires de la région évaluaient leurs propres ressources ainsi que les possibilités qui s'offraient à eux, et définissaient leurs propres objectifs. Il clôtura son discours en reprenant l'hommage rendu à la CPS par Jacques Chirac, alors Premier Ministre, lors de sa visite en Nouvelle-Calédonie en 1986 : "les succès de la Commission du Pacifique Sud dans la promotion du développement régional nous donnent une idée des résultats que nous pouvons obtenir par le biais d'une coopération étroite entre les États et Territoires dès lors qu'ils travaillent de concert, sur un pied d'égalité, à une prospérité commune."

FRANCIS BUGOTU (ÎLES SALOMON)

Secrétaire général de la CPS de juillet 1982 à novembre 1986

Francis Bugotu est né à Guadalcanal (Îles Salomon) en 1937. Avant d'entrer au service de la CPS en 1982, il exerce différentes activités dans les domaines de l'enseignement, de la fonction publique, de la diplomatie et de la littérature. Son intérêt pour l'éducation remonte à 1956, date à laquelle il obtient son diplôme du *Ardmore Teachers College* d'Auckland (Nouvelle-Zélande). À son retour aux Îles Salomon, il se consacre pendant plusieurs années à l'enseignement dans les écoles des missionnaires de l'Église de Mélanésie et finit par être nommé inspecteur. Il rejoint la fonction publique en 1962 en tant que Chargé d'éducation et enseigne au *Solomon Island Teachers College* avant de devenir, en 1968, le Directeur des services de l'éducation et Secrétaire permanent au ministère de l'éducation. Après avoir obtenu une maîtrise de linguistique de l'Université de Lancaster (Royaume-Uni), il est chargé, en 1972-1973, de diriger une mission d'évaluation du système éducatif salomonais qui aboutit à la mise en place d'écoles secondaires provinciales où l'enseignement est "pragmatique" plutôt qu'"académique". Il est nommé Secrétaire permanent auprès du Premier Ministre et du Conseil des ministres du gouvernement salomonais en 1976, et il occupe ce poste jusqu'en 1978 lorsque les Îles Salomon accèdent à l'indépendance. Cette accession à l'indépendance marque le début de sa carrière diplomatique lorsqu'il devient Ministre des affaires étrangères et ambassadeur itinérant. Il est nommé ambassadeur des Îles Salomon auprès des États-Unis d'Amérique, de l'Organisation des Nations Unies, de la Communauté économique européenne, de la République fédérale d'Allemagne et de la Suède, ainsi que Haut-Commissaire auprès de l'Australie, du Canada, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni. Une note de l'époque, rédigée par un agent de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USaid), révèle que ce "corps diplomatique à lui tout seul" n'a que deux assistants et se plaint d'être "harcelé par les organismes bailleurs de fonds" désireux de financer davantage de projets que les autorités de son pays ne sont en mesure de gérer. Il porte un vif intérêt à la culture de son pays et il est l'auteur d'une pièce intitulée "This Man" ainsi que de plusieurs essais dont "The Impact of Western Culture on Solomon Island Society". La CPS bénéficie durant son mandat des compétences très pointues d'un homme rompu aux relations internationales et aux questions qui se posent au quotidien à tous les Océaniens. Il est fait Commandeur de l'Ordre de l'Empire britannique en 1979. Il décède en 1992.







KEY EVENTS 1977–1987

1977: Pacific Forum Line established

1979: Forum Fisheries Agency (FFA) established

1980: Tuna and Billfish Assessment Programme, which subsequently became the Oceanic Fisheries Programme, established by South Pacific Conference in Papua New Guinea

1981: Pacific Women's Bureau established by 21st South Pacific Conference in Vanuatu

1983: 23rd South Pacific Conference held in Saipan; the conference passed a resolution to admit all 27 governments and administrations attending the conference to full and equal membership in SPC

1984: First meeting of Committee of Representatives of Governments and Administrations (CRGA) in Noumea, 21–25 May

LES FAITS MARQUANTS DE 1977 À 1987

1977 : Mise en place de la *Pacific Forum Line*

1979 : Création de l'Agence des pêches du Forum

1980 : Création, lors de la Conférence du Pacifique Sud tenue en Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Programme d'évaluation des thonidés et marlins, qui deviendra par la suite le Programme pêche hauturière

1981: Création du Bureau technique des femmes du Pacifique lors de la 21e Conférence du Pacifique Sud tenue à Vanuatu

1983 : 23e Conférence du Pacifique Sud à Saipan. Elle adopte une résolution permettant aux 27 États et Territoires insulaires océaniques qui participent à la Conférence de jouir du statut de membres égaux et de plein droit de la CPS

1984 : Première session du Comité des représentants des gouvernements et administrations (CRGA) à Nouméa, du 21 au 24 mai







